

**9%** WOOD GUNDY  
692-4200  
**5 ANS**  
25 000 \$ minimum  
**GARANTI**  
Taux sujet à modification

# LE SOLEIL

**DES PARTENAIRES**  
Paul A. Bédard  
Michel Boulet  
Stéphane Paré

MARDI 2 JUN 1992

QUÉBEC, 96<sup>e</sup> ANNÉE, NO 154  
56 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLOÏD

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3.50 TPS 0.24 TVQ 0.30 4.04

MONTRÉAL-OTTAWA 60¢

50¢ Plus TPS TVQ

## L'ÉCONOMIE

### Un échec du GATT coûterait très cher, dit Arthur Dunkel



De passage à Québec, le directeur général du GATT, dit que le temps presse. Arthur Dunkel croit que les négociations doivent prendre fin le plus tôt possible afin que les fermiers sachent sur quel pied danser. Il ne fait aucun

doute dans son esprit que le prix d'un échec serait alors très élevé. **B-1**

## LE QUÉBEC

### Ryan ne veut pas mêler les cartes avec l'école anglaise

Québec n'ouvrira pas le dossier chaud de la langue cette année pour permettre l'accès aux écoles anglophones aux enfants d'immigrants de pays de langue anglaise. **C-3**

## LE CANADA

### Bouchard doute de la bonne volonté du Canada anglais

La question constitutionnelle serait réglée, dit Benoît Bouchard, si les autres provinces manifestaient à l'endroit du Québec la même générosité que pour les autochtones. **A-4**

## LE MONDE

### Yasser Arafat opéré au cerveau avec succès

À la suite de l'accident d'avion dont il avait été victime, le chef de l'OLP a dû être opéré au cerveau hier. Il devrait quitter le service des soins intensifs aujourd'hui. **A-13**

## LA RÉGION

### St-Romuald: la mairesse veut une hausse de salaire de 130 %

Les édiles de Saint-Romuald ont déposé, hier, une résolution qui fera passer le salaire de la mairesse Francine Dubé de 22 000 \$ à 48 000 \$, une hausse de 130 %. **A-3**

## LA MODE

### L'art graphique en met plein la vue dans le vêtement

Vous recherchez des imprimés plus pétillants qui excitent l'oeil? Optez pour la mode graphique présentée cet été dans une macédoine de coloris percutants. **C-1**

## L'INDEX

### GÉNÉRAL

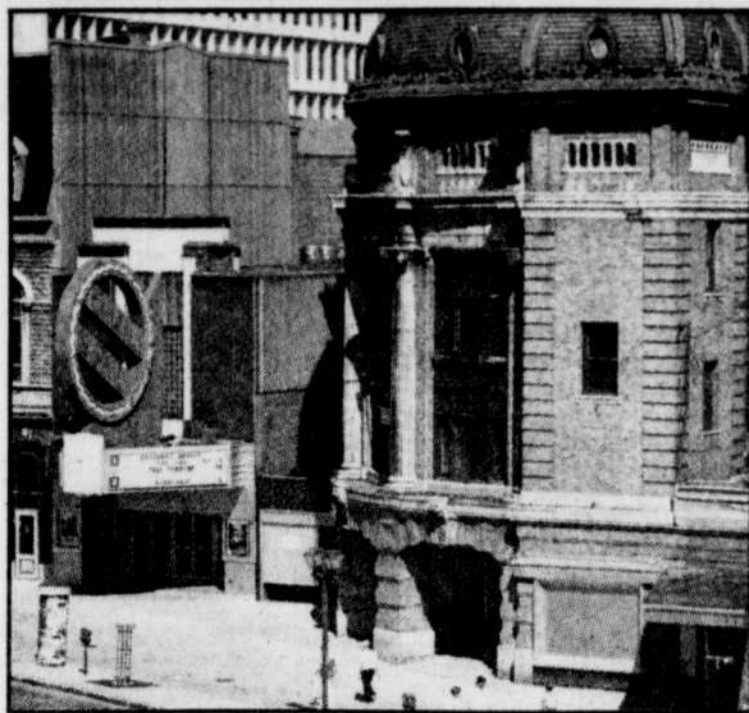
|                        |                       |
|------------------------|-----------------------|
| Annonces classées      | C-5 à C-10            |
| Arts                   | B-7 à B-9             |
| Bridge                 | C-10                  |
| Décès                  | C-10 et C-11          |
| Économie               | B-1 à B-6             |
| Éditorial              | A-14                  |
| Horoscope              | C-10                  |
| Idées du jour          | A-15                  |
| Informations générales | A-3 à A-9, C-3 et C-4 |
| Le monde               | A-11 à A-13           |
| Mode                   | C-1 et C-2            |
| Où aller à Québec      | B-8                   |
| Pierre Champagne       | B-11                  |
| Québec et l'Est        | B-10 à B-12           |

### TABLOÏD

|                   |            |
|-------------------|------------|
| Bandes dessinées  | S-15       |
| Ce soir à la télé | S-16       |
| Feuilleton        | S-14       |
| Mots croisés      | S-14       |
| Mot mystère       | S-14       |
| Sport             | S-1 à S-13 |

## LA MÉTÉO

Ensoleillé en après-midi, maximum 21 et minimum 9. Demain, nuages et quelques averses, max. 21 et min. 10. **S-16**



Le changement de propriétaire du cinéma de Paris soulève la possibilité d'une restauration de l'édifice de place d'Youville. **C**

## Après le Capitole Guy Cloutier veut acquérir le Paris

QUÉBEC — Le producteur d'artistes et président de la Société du Capitole, Guy Cloutier, qui rénove l'historique théâtre de la place d'Youville pour en faire une grande salle de spectacles, vient de prendre une option d'achat sur le cinéma de Paris.

par BENOÎT ROUTHIER  
LE SOLEIL

L'option de 1,5 million \$ est valable jusqu'au 21 novembre, jour même de l'ouverture du Capitole.

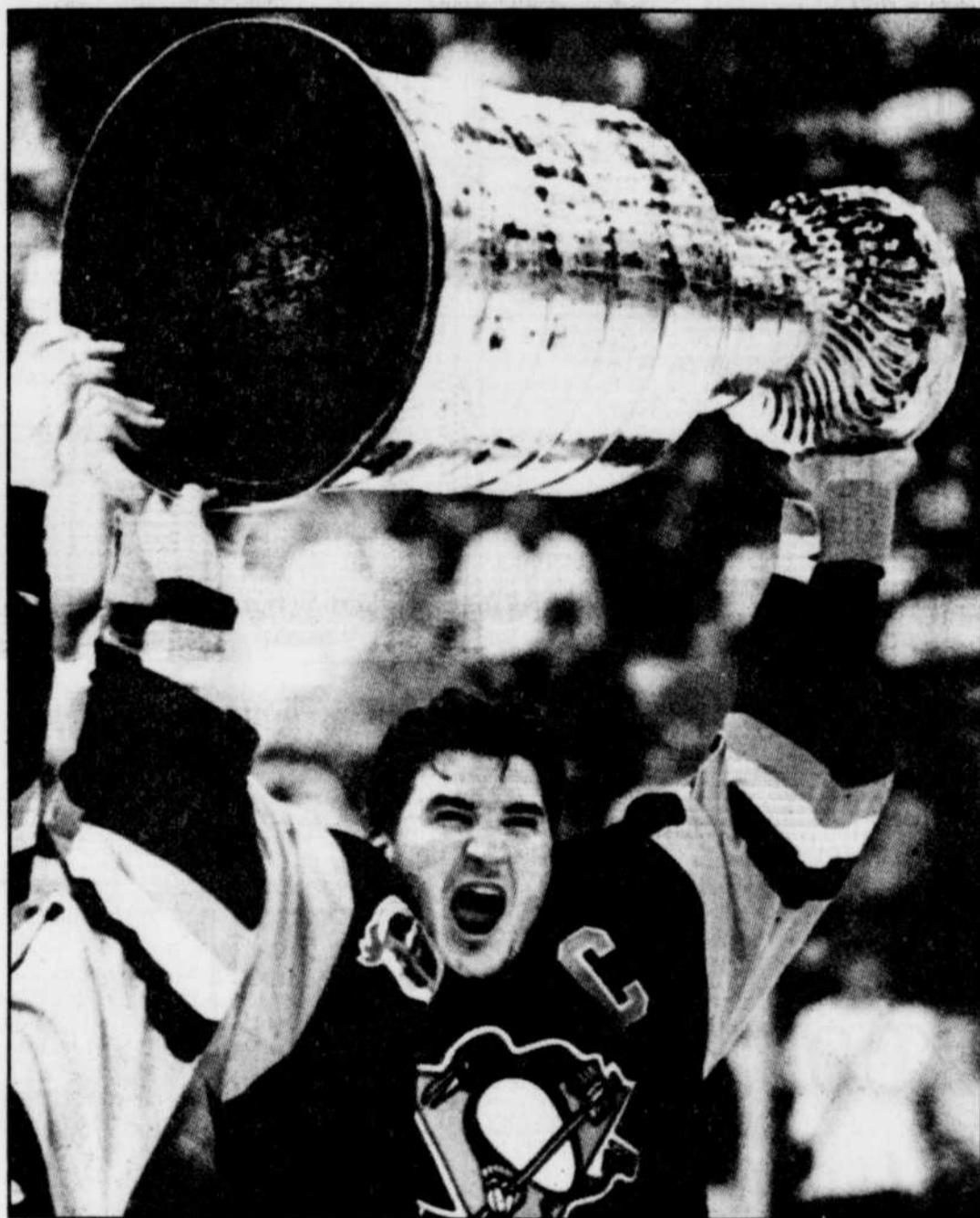
que le producteur nourrit certains projets qu'il concrétisera quand le contexte le lui permettra.

Même si M. Michel Rodrigue, vice-président de la Société du théâtre Capitole et porte-parole de Guy Cloutier, dit que l'option d'achat prise sur le cinéma de Paris est avant tout une « transaction financière », il n'en reste pas moins

M. Rodrigue fait voir qu'on aimerait bien y aménager un studio de production d'émissions de télévision, doubler le hall d'entrée du futur hôtel avec le hall du cinéma de Paris et, enfin, ajouter des chambres à cet hôtel dans un étage qui s'a-

Suite A-2, Cinéma...

## Une 2e coupe d'affilée aux Penguins



Répétant leur exploit de l'an dernier, les Penguins de Pittsburgh, avec leur capitaine Mario Lemieux en tête, ont mis la main sur la coupe Stanley, hier soir, en éliminant les Blackhawks de Chicago en quatre parties consécutives. **C**

Textes et photos en pages S-2 à S-4

## Retirés à leurs parents adoptifs

# «Condamnés» à la famille d'accueil

QUÉBEC — Une jeune Latino-Américaine de 10 ans et son frère de neuf ans sont « condamnés » à vivre en famille d'accueil québécoise jusqu'à l'âge de 21 ans parce que leurs parents adoptifs de Sainte-Foy à qui la cour vient de les retirer ont choisi de les frapper d'un véritable blocus d'adoption locale.

par ALAIN BOUCHARD  
LE SOLEIL

« On est d'accord pour qu'ils soient adoptés... mais dans leur pays d'Amérique latine », ont dit les époux quinquagénaires au juge André Sirois, de la cour du Québec, à la grande stupéfaction de la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ), partie prenante au dossier. Une adoption au Québec ne peut se faire sans le consentement des parents légaux.

« C'est un cas aussi tragique qu'insolite, a commenté au SOLEIL la travailleuse sociale de la DPJ affectée au dossier. La position du couple équivaut en fait à vouloir retourner en Amérique latine deux enfants dont le pays s'est départi précisément parce qu'ils étaient orphelins. »

Le couple de Sainte-Foy, à qui le juge Sirois a retiré les deux jeunes Latino-américains pour motif d'incapacité parentale, estime que si lui ne peut pas élever correctement ces enfants, nul ne pourra guère faire mieux au Québec. Et qu'il ne

reste alors qu'à les retourner dans leur pays d'origine.

La DPJ de Québec garde toujours le dossier ouvert mais n'est pas particulièrement entichée à l'idée de retourner des enfants adoptés comme s'ils étaient en quelque sorte un erreur de livraison.

### Pas la bonne commande

Les époux X (la loi interdit d'identifier les parents et les enfants) décident il y a huit ans de procéder à une adoption internationale. Au bout de six ans de tracas, de démarches et de sérieuses dépenses, ils se rendent finalement deux fois en Amérique latine y prendre connaissance du dossier de deux enfants qu'on leur propose. Puis, même avertis des séquelles psychologiques pouvant découler du fait que la fillette a été abusée sexuellement et le garçon possiblement battu, ils décident de les adopter.

Les enfants s'amènent à Québec en janvier 1990. Mais après que leurs parents adoptifs eurent désormais enfanté leur propre fils.

Suite A-2, Adoption...

## Rio, reine des contradictions

RIO DE JANEIRO — Les organisateurs du Sommet de la Terre ne pouvaient trouver meilleur cadre pour leur méga-événement que Rio.

par MICHEL CORBEIL  
LE SOLEIL

Bien entendu, les caméramen du monde entier n'auraient osé rêver de meilleures illustrations pour une rencontre sur l'environnement.

Par temps clair par exemple, les bras grands ouverts du Christ Rédempteur, la gigantesque statue posée sur le mont Corcovado, étreignent un spectacle à couper le souffle, celui de Rio, de sa spectaculaire baie de Guanabara, à sa montagne

du Pain de Sucre, en passant par l'île où est aménagé l'aéroport, tout au nord, et les reliefs accidentés de Rio Centro, tout au sud.

Mais le Rédempteur ne voit pas que de jolies choses de là-haut. Son regard se pose sur les plages parmi les plus belles

Suite A-2, Rio...

Autre texte en page A-6



Michel CORBEIL  
à RIO  
envoyé spécial



## Le secret de la verge noire

QUÉBEC — La verge noire, attribut du gentilhomme huissier du défunt Conseil législatif, renfermait un secret qui aura été bien gardé pendant une centaine d'années.

par LOUIS-GUY LEMIEUX  
LE SOLEIL

Une restauratrice du Centre de conservation du Québec, France Rémillard, a en effet découvert deux messages cachés dans le gland doré, en forme de lion, de la verge noire fabriquée, en 1883, par l'horloger-orfèvre Cyrille Duquet.

Ces deux messages datés de 13 ans d'intervalle (1889 et 1902) sont tous deux signés par un certain A. Cyrille Du-



quet, neveu et employé du célèbre inventeur de la rue Saint-Jean.

Comme si ce n'était pas

suffisant, Mme Rémillard a fait une autre découverte surprenante dans la masse du

Suite A-2, Secret...

À PARTIR DE  
**7.75%**  
Informez-vous

# PRÊT HYPOTHÉCAIRE

Notre meilleur taux...  
c'est notre cadeau!

Transférez votre prêt et obtenez un financement "Partie fixe - Partie variable" **SANS FRAIS**

TRUST PRÊT ET REVENU

Région de Québec

|                         |          |
|-------------------------|----------|
| Place d'Youville        | 692-1221 |
| Carrefour Charlesbourg  | 624-1221 |
| Galeries de la Capitale | 626-1221 |
| Place de la Cité        | 652-1221 |
| Chicoutimi              | 543-1221 |

## Suites de la première page

## Cinéma...

jouterait à l'édifice que M. Cloutier acquerrait de Cinéplex Odéon.

Mais M. Rodrigue insiste sur le fait que M. Cloutier achète le cinéma de Paris « dans un but spéculatif » avant tout. On se dit qu'avec le complexe de 12,5 millions \$ qu'est en train de devenir le Capitole, l'édifice voisin ne peut que prendre de la valeur. Alors « pourquoi ne pas en profiter nous, plutôt qu'en faire bénéficier quelqu'un d'autre? »

Et le représentant de la Société du Capitole d'expliquer la petite histoire de cette option d'achat. « On est allé rencontrer les gens de Cinéplex Odéon pour quelque chose d'autre, un redressement d'un mur entre les deux édifices, et on nous a dit : « Pourquoi ne l'achetez-vous pas? » Ils ont trouvé que cela pourrait être un bon placement, même si ce n'était que pour revendre l'édifice plus tard.

Mais les projets mûrissent entre temps. Surtout que la scène du Capitole, qui devait servir de studio de télévision entre les spectacles qu'on y produira, semble de plus en plus occupée par la programmation de spectacles, fait remarquer M. Rodrigue.

Il croit que « la plus grande probabilité » à ce moment-ci, c'est que dans six mois, quand M. Cloutier achètera le cinéma de Paris, il le louera au propriétaire actuel qui y poursuivra l'exploitation des trois salles de cinéma.

Par ailleurs, M. Rodrigue se demande d'où est partie la rumeur voulant que M. Cloutier voudrait y amener Imax que Ciné-Futur veut construire dans le Vieux-Port. « J'ai parlé à M. Cloutier qui me dit qu'il n'a jamais parlé de déménager Imax ici », M. Rodrigue ajoute qu'une clause de non-concurrence fait partie de l'option d'achat qu'il ne peut donc pas être question d'amener Imax à Place d'Youville.

M. Jean-Charles Latour, de Ciné-Futur, dit qu'il n'a jamais été contacté à ce sujet et qu'après avoir investi plusieurs centaines de milliers de dollars pour implanter Imax dans le Vieux-Port, il n'envisage pas d'autre emplacement. Il précise qu'une étude de faisabilité expliquait qu'au cinéma de Paris l'écran d'Imax n'entraîne pas dans sa largeur.

L'autre rumeur parle d'y implanter un casino. « Ça non plus, ça n'a jamais fait partie de nos démarches. » Mais « si Loto-Québec nous sollicite, nous les écouterons », conclut M. Rodrigue.

Et si Cinéplex Odéon vend, ce n'est pas parce que ce cinéma n'est pas rentable puisque c'est dans ses trois salles que le cinéma à 2 \$ fonctionne le mieux au Canada. Elles attirent de 8 000 à 10 000 entrées par semaine.

Enfin le maire de Québec, M. Jean-Paul L'Allier, se réjouit de ce que le changement de propriété soulève la possibilité d'une restauration de l'édifice. Quant aux usages de l'intérieur, ça concerne deux entreprises privées et la ville n'a d'autre chose à faire que de voir à ce qu'elles soient conformes au règlement de zonage.

## Adoption...

Ces derniers constatent avec le temps que le fils adoptif accuse un sévère retard intellectuel par rapport aux standards scolaires d'ici : à neuf ans, il a doublé sa première année. Ce qui en fait un cancre de plus en plus dur à vivre et ce qui fait que ses parents adoptifs finissent par le placer au centre d'accueil Mont-d'Youville ; mais avec son inséparable soeur, comme l'exige la DPJ.

Le couple X soutient dès lors que les enfants obtenus ne correspondent pas du tout à ce qu'ils avaient « commandé » aux responsables de l'adoption internationale, et que les deux Latino-Américains qui leur étaient d'abord destinés ont plutôt pris le chemin du Lac-Saint-Jean sur la base d'une erreur de noms.

Cet homme et cette femme, mariés sur le tard et devenus parents sur

le tard, se disent actuellement vidés, épuisés, défaits ; à un point tel qu'ils sont en psychothérapie. Ils étaient récemment allés jusqu'à acheter une nouvelle maison plus grande, afin de pouvoir reprendre les enfants du Mont-d'Youville. Mais c'était avant l'intervention du tribunal.

Non seulement le juge Sirois a-t-il ordonné un placement en famille d'accueil, mais il a interdit en plus tout contact des parents adoptifs avec les enfants.

## Rio...

du monde, mais dont certaines sont fermées parce que trop polluées. Il contemple une baie dont les poissons sont empoisonnés.

Et il voit l'homme se battre avec son environnement.

À quelques kilomètres de là, la « favella » Dona Marta — un des ghettos qui abritent les plus démunis des citadins brésiliens — grimpe chaque jour un peu plus haut dans la montagne. Jusqu'au jour où une pluie tropicale fera glisser ces maisons de fortune, assemblage de planche et sans fondation.

Il entend aussi la circulation brésilienne. Une des routes pour atteindre la statue, érigée dans la luxuriante forêt de Tijuca, c'est d'emprunter le tunnel Santa Barbara. Le nom ne vous dit rien.

Mais les Brésiliens sont convaincus que c'était la voie souterraine urbaine la plus polluée au monde jusqu'à ce qu'on termine, il y a quelques semaines, des travaux pour recevoir, mine de rien, la grande visite de ce qu'on appelle ici « Eco-Rio ». « Avant, raconte Fernando de Nobrega Ribeiro, on disait qu'à pied, le tunnel ne se traversait pas. »

Personne ne peut répondre précisément pourquoi Rio a été retenue par l'Organisation des Nations unies pour le Sommet. Tous conviennent cependant que la ville, dont la population avoisine avec les banlieues les 10 millions d'âmes, constitue un des meilleurs exemples des contradictions entre développement et environnement, les deux thèmes du Sommet.

Pour se développer, la région s'est développée. En fait, tout le Brésil l'a fait à coups de grands projets qui lui valent une dette nationale dépassant les 100 milliards \$.

S'il est un pays d'Amérique latine qui pouvait aspirer à de grandes choses, c'était lui. Encore maintenant, on affirme que ses ressources minières sont « gigantesques », ses forêts « énormes », ses réserves de pétrole « croissantes » et son potentiel hydroélectrique « inexploité ».

Pourtant, même si l'a suivi les diktats du développement à l'occidentale — mégaprojets et industrialisation —, plus il y a de progrès, moins cela paraît dans la population, se désolent le père Francisco Uvern, du Centre de développement brésilien. « C'est ici qu'on trouve les plus grands écarts du monde entre les classes riches et les pauvres. La productivité est peut-être basse, mais les profits sont les plus hauts de la planète.

« Ce pays a tout pour réussir, raconte le jésuite en pointant du doigt la mer et les montagnes. L'épidémie de choléra qui sévit dans le Nordeste montre combien les conditions de santé sont déplorables. Le miracle du capitalisme un peu sauvage n'a profité qu'à certains. »

Rio, c'est aussi le symbole de la bataille qu'entendent livrer les nations pauvres aux sociétés qui ont accédé au confort matériel par une route qu'ils barrent maintenant aux autres. Au Brésil, le mot environnement emprunte les accents du Tiers-Monde. Ici, les sondages placent ce thème loin derrière la question du chômage, du logement et des services sociaux.

« Le problème principal, c'est celui de la survie, décreète Lèda Nery, de l'université Destaco de São. Nous ne trouvons pas que nous faisons de toute façon des choses dangereuses pour l'écologie, fait-elle en donnant l'exemple des États-Unis qui émettent à eux seuls 25 % des gaz carboniques de la planète. Pour nous, la préoccupation environnementale, c'est les soins de santé avant le nettoyage de lagune. »

Argument imparable qu'on se fait servir à tous moments. « L'écologie pour les pays développés, raille la journaliste Marysa Tavares, c'est de sauver la fourrure des animaux et les troncs d'arbre. Pour nous, c'est de résoudre la pauvreté. »

## Secret...

sergent d'armes, symbole de l'autorité de l'Assemblée nationale et de son président, elle aussi fabriquée par la maison Cyrille Duquet. Il s'agit d'une carte de visite initiale, datée du début de l'année 1889 et portant la raison sociale de la maison Duquet. On y apprend que la masse d'armes fut restaurée quelques semaines avant la verge noire.

Le Centre de conservation du Québec effectuait ces restaurations dans le cadre des célébrations marquant le bicentenaire des institutions parlementaires du Québec.

La verge noire et la masse du sergent d'armes seront exposées à partir de ce soir au Musée de la civilisation avec d'autres objets et meubles qui illustrent la vie politique au Québec depuis 200 ans.

LE SOLEIL a obtenu en exclusivité la transcription des messages dissimulés dans la baguette d'ébène (« black rod ») d'environ un mètre de longueur et qui était l'emblème de la dignité du gentilhomme huissier de la verge noire.

Il s'agit de deux billets délicieusement naïfs par le fond et la forme adressés à la personne inconnue qui « ouvra le lion » et que l'auteur ne croit pas pouvoir jamais connaître « car je commence à me faire vieux », écrit-il.

A. Cyrille Duquet se présente comme « bijoutier, électricien et prestidigitateur » à qui on a confié à deux reprises la dorure du lion de la verge noire. Il signale avoir pour « patron » son oncle Cyrille (le grand Cyrille Duquet).

Le premier billet est daté du 15 mars 1889. A. Cyrille Duquet commence par affirmer que c'est lui le véritable « ouvrier » de la restauration de la verge noire. Cela lui a pris 35 jours d'ouvrage. Il confie ensuite son grand tourment du moment : il est en amour avec « une charmante enfant » qu'il veut épouser mais celle-ci résiste à ses avances. Il a 28 ans et veut conquérir sa belle avant d'avoir l'âge « fatidique de 30 ans ».

Le deuxième billet porte la date du 10 février 1902. Duquet annonce fièrement à la postérité qu'il a réussi à séduire son « amour d'enfance ». Elle porte le joli nom de Marie-Zélia (Séguin). Ils sont mariés et il est le père de trois enfants : Marguerite (8 ans), Cyrille (6 ans) et Marie-Jeanne (4 ans). Il se dit « aussi heureux qu'un homme peut le désirer sur terre ».

Depuis les débuts du système parlementaire québécois et jusqu'à l'abolition du Conseil législatif, en 1968, neuf personnes, habituellement des militaires de carrière, ont occupé la fonction de gentilhomme huissier de la verge noire. Le premier s'appelait William Bouthillier (1792-1823) et le dernier, Pierre Gelly (1948-1968).

La fonction du gentilhomme huissier de la verge noire a toujours représenté l'indépendance des élus du peuple face au pouvoir royal et à la Chambre des lords.

L'origine de cette tradition remonte à l'année 1641. Le roi Charles 1er avait fait irruption aux Communes avec 400 soldats pour se saisir de cinq députés. La Chambre fut indignée qu'on ait forcé ses portes et, depuis cette date, elle oblige le gentilhomme huissier à clairement s'identifier avant d'avoir le privilège d'entrer aux Communes.

On vit apparaître le gentilhomme huissier de la verge noire dès la première session du parlement du Bas-Canada en 1792. Ses fonctions étaient cependant légèrement différentes de son collègue d'Angleterre. En effet, le Conseil législatif comptait sur un sergent d'armes, ce qui n'est pas le cas à la Chambre des lords. Ainsi, le gentilhomme huissier remplissait d'abord et avant tout le rôle de messenger du Conseil législatif auprès de l'Assemblée législative.

LA QUOTIDIENNE  
tirage du 1er juin 92  
1-7-8  
1-1-2-8

## VENTE-COLLECTIONS

L'ÉVÈNEMENT FIN DE SAISON DES COLLECTIONS EXCLUSIVES INTERNATIONALES !

| contemporaine®                   | TWIK®                  | LE TRENTE ET UN®  |
|----------------------------------|------------------------|-------------------|
| byblos 50%                       | KOOKAÏ 40%             | Mugler 40%        |
| YVES SAINT LAURENT variation 50% | Christine Marchese 40% | byblos 40%        |
| PAR 50%                          | LILICREPON 40%         | OTTO KERN 40%     |
| BARBARA BUI PARIS 50%            | BETSEY JOHNSON 40%     | M2 VERSACE 40%    |
| Jean Claude Poitras jusqu'à 40%  | La Fée Maraboutée 40%  | Paul Smith 40%    |
| Ralph Lauren jusqu'à 40%         | ET VOUS 40%            | LE GARAGE 40%     |
|                                  | LE GARAGE 40%          | NIGEL CABOURN 40% |

la maison  
**simons**

PLACE STE-FOY GALERIES DE LA CAPITALE VIEUX QUÉBEC

## Le «Vol de nuit» se poserait au Club sportif

QUÉBEC — Le Festival d'été de Québec étendrait ses activités dans une « nouvelle » salle de spectacles. L'organisation songerait en effet à présenter une série de concerts avec billetterie au Club sportif Laurier (ancien Club des employés civils, rue Laurier), situé derrière la Grande Allée.

par FRANCINE JULIEN  
et MICHEL BILODEAU  
LE SOLEIL

L'information, que LE SOLEIL tient de sources diverses, serait confirmée aujourd'hui, en conférence de presse. Cette salle de 500 places, montée uniquement pour les fins du festival qui se



tiendra du 9 au 19 juillet, accueillera le volet francophone des spectacles Vol de nuit, présentés en fin de soirée. Tenu au cours des deux dernières années au bar-spectacles d'Auteuil, les spectacles de la série Vol de nuit avaient été déménagés en toute vitesse vers l'Institut canadien, l'an dernier. La demande pour les concerts du chanteur français Renaud avait dépassé la capacité d'occupation de la petite salle du Vieux-Québec.

### Steve Morse au d'Auteuil

Le d'Auteuil accueillera néanmoins, cette année, Steve Morse, ce guitariste autant à l'aise dans le blues, le jazz, le rock et le country, Tinsley Ellis, un guitariste de blues qui nous a déjà visités dans le cadre des «Nuit Bleue's», l'harmoniste Junior Wells, qui a longtemps été un complice de Buddy Guy, ainsi que Ian McLagan, un claviériste qui a derrière lui une bonne feuille de route.

McLagan a joué avec les Small Faces, les Rolling Stones et a récemment contribué à *Human Touch* et *Lucky Town* de Bruce Springsteen, ainsi qu'à *Arc Angels* le premier disque de Tommy Shannon et Chris Layton, les anciens coéquipiers du défunt Stevie Ray Vaughan.



Francine DUBÉ

## Des contribuables de Saint-Romuald scandalisés La mairesse Dubé veut une hausse de salaire de 130 %

SAINT-ROMUALD — Les conseillers municipaux de Saint-Romuald ont déposé, hier, une résolution qui fera passer le salaire de leur mairesse Francine Dubé de 22 000 \$ à 48 000 \$ auquel salaire se rattache également un montant de 10 500 \$ pour les dépenses. Il s'agit d'une augmentation de 130 %.

par LISE FOURNIER  
LE SOLEIL

En l'absence de la mairesse, qui était retenue par d'autres obligations municipales, les citoyens qui s'étaient déplacés en grand nombre pour la séance d'hier ont toutefois eu droit à un message pré-enregistré de cette dernière. Un message dans lequel elle leur a signifié qu'il y avait dans cette résolution plus

qu'une question d'argent, mais un goût de bien servir sa ville et les citoyens.

Son intervention (voix seulement) est survenue au point 27, soit juste avant celle du public, car auparavant tous les conseillers même celui de l'opposition, ont livré un vibrant hommage à leur mairesse. Le plus sobre fut celui de la conseillère Louise Asselin qui a admis qu'il était peut-être un peu tôt pour passer une telle résolution tout en

ajoutant que la ville ne pouvait se permettre d'attendre quatre ans pour aller de l'avant.

Saint-Romuald, qui compte 10 000 habitants, aura donc une mairesse qui se consacrerait davantage aux affaires municipales, surtout à établir des contacts avec les paliers de gouvernements supérieurs. Mme Dubé a l'oreille des ministres à même indiqué un de ses conseillers. On veut en faire un commissaire industriel à l'usage exclusif de Saint-Romuald qui aura pour mission de faire prospérer le secteur domiciliaire et le parc industriel (un actif de 600 millions \$).

Plusieurs citoyens ont reçu

cette résolution comme une douche froide, surtout en ces temps de restriction. Parmi les récalcitrants, M. Jean-Guy Pépin, un des aspirants à la mairie défait aux élections de novembre, s'est dit scandalisé par cette résolution qui survient à peine sept mois après l'élection de Mme Dubé.

À ses yeux, 130 % d'augmentation, c'est trop. Et qui sait si les conseillers ne vont pas boîter le pas, lance-t-il. D'autres citoyens bougonnaient, soulignant que la mairesse s'était créée un poste de PDG de la ville. Mais ce qui les insulte plus encore, c'est de payer 80 000 \$ pour un directeur général qui fait déjà le boulot.

## Paris vit son pire déluge depuis dix ans

PARIS (AFP, AP, Reuter) — Après le déluge de la nuit, la région parisienne commençait en fin de journée, hier, à retrouver une situation normale, mais les pompiers qui ont effectué 2800 sorties redoutaient le pire en cas de nouvel orage.

Inondations, coupures d'électricité, routes et voies publiques coupées, métro et RER (Réseau Express Régional) perturbés : les pompiers de Paris, qui interviennent également dans la banlieue, n'avaient pas connu pareille nuit depuis dix ans. Mais en fin d'après-midi hier, quelque 760 demandes restaient encore en attente, surtout dans les banlieues du nord et de l'ouest.

Selon la météo nationale, les précipitations qui se sont abattues sur Paris et sa région dans la nuit de dimanche à lundi ont atteint un niveau record : 98,4 mm à Villaine dans le Val d'Oise et 68,2 mm d'eau sur la capitale, dont 45 mm en deux heures ce qui, statistiquement, ne se reproduit que tous les dix ans.

En comparaison, la province a été épargnée à l'exception toutefois du sud-ouest : le cinquième des vignobles bordelais de l'Entre-deux-mers, soit environ 9000 hectares, a été touché, parfois à 100 %. Des cultures ont été inondées et plus de 200 mm d'eau sont tombés sur un canton.

Outre les interventions pour secourir et évacuer les habitants bloqués dans leur pavillon, ou quelque 140 personnes prisonnières de leur voiture sous les tunnels des boulevards périphériques, les pompiers parisiens ont aussi dû pomper la partie souterraine de la gare du Nord, ou les fosses d'ascenseurs et les parkings.

Quelque 25 000 Parisiens ont été privés d'électricité sur la rive droite de la Seine dont à l'Élysée du président François Mitterrand. En fin de journée, 5000 abonnés restaient toujours coupés.

Autour de Paris, dans le Val d'Oise (nord) notamment, plusieurs routes restaient coupées à la mi-journée par des coulées de boues et des flaques de plus d'un mètre dans certaines «cuvettes». L'autoroute A1 est restée partiellement fermée jusqu'en fin de matinée provoquant de vastes embouteillages aux abords de Paris.

La journée a particulièrement mal commencé pour les banlieusards : un RER sur trois seulement fonctionnait au nord de la capitale, alors que retards et annulations de trains se multipliaient à l'ouest, comme à l'est. La situation n'a été rétablie qu'en fin d'après-midi. Dans le métro, plusieurs lignes ont été perturbées par des infiltrations à la gare Saint-Lazare.

Enfin, les pompiers n'avaient pas eu le temps, hier, de se préoccuper des poissons de la Seine, fortement éprouvés la semaine dernière par la pollution due au déversement des eaux dans le fleuve à la suite des orages. En quelques jours, ils avaient alors ramassé près de deux cent cinquante tonnes de poissons morts.



À Sarcelles, dans le nord de Paris, des automobilistes ont eu une mauvaise surprise en regagnant leur véhicule après le déluge.

### Un blitz de quatre jours sur le territoire de la CUQ

## Centraide lance son premier Meubledon

QUÉBEC — Une première au Québec : Centraide invite les citoyens à donner tous les meubles et électroménagers dont ils n'ont plus besoin — mais qui sont en bon état. Lancée hier sous le nom de *Meubledon*, l'opération se déroulera les 22, 23, 24 et 25 juin, soit juste avant la période du grand ménage et des déménagements.

par LISE LACHANCE  
LE SOLEIL

Trois camions des forces armées canadiennes patrouilleront le territoire de la CUQ pour recueillir ces dons. Afin d'éviter qu'il y ait méprise en ces temps de surchauffe constitutionnelle et en pleine période de la Saint-Jean, le lieutenant-colonel Michel Lemieux a souligné hier, sou-

rire en coin, que les véhicules fédéraux afficheront bien en évidence le logo de *Meubledon*...

Plus de 20 militaires participeront au blitz de quatre jours. Les meubles et électroménagers qu'ils iront chercher gratuitement chez les donateurs seront entreposés dans l'aréna du Peps de l'université Laval. Les gens sont d'ailleurs invités à y apporter eux-mêmes les petits appareils

électriques qui se transportent facilement dans une voiture. Des bénévoles les attendront entre 14 h et 20 h. Quant à ceux qui préfèrent recourir à l'aide de l'armée, ils sont priés de composer le 660-3000 d'ici au 17 juin.

### Une misère qui croît

Le président de Centraide Québec, Me François-Xavier Simard, a tenu à préciser, au cours d'une conférence de presse, que tous les articles recueillis seront distribués de façon très sélective.

Le patro Roc-Amador et les Services d'entraide Basseville se partageront les dons en fonction de leurs listes d'at-

tente respectives. Ils se sont procurés des entrepôts gratuits où ils transporteront les meubles et les électroménagers en attendant de les remettre, après vérification, aux plus nécessiteux. Un groupe qui augmente à un rythme aussi affolant que poignant ces temps-ci.

«La pauvreté atteint des sommets jamais atteints, même dans les années 30. Les demandes de soutien matériel et de dépannage financier sont arrivées à un point où il nous faut intervenir d'urgence. On demande plus rapidement qu'avant et pour des besoins plus qu'essentiels», plaide l'avocat qui fait appel à la générosité de tous. Me Simard espère donc que *Meubledon* sensibilisera les gens aux besoins de nombreux concitoyens. La pauvreté, ajoute-t-il, «constitue la trame de fond de tous les problèmes».

Dans ce contexte, il voit Centraide comme un organisme «pro-actif face à toute initiative», un «rassembleur d'hommes et de femmes soucieux de notre devenir collectif». Ce dernier, précise-t-il, passe par l'amélioration des conditions de vie de tous les membres de la communauté et, plus particulièrement, par celles des plus démunis.

Les responsables de Centraide espèrent que l'aréna du Peps croulera sous les dons. Si cette première s'avère un succès, elle se transformera en événement annuel «à la manière de *Nez Rouge*» et débordera le cadre de la Communauté urbaine de Québec. Selon la directrice des communications de Centraide, Mme Andrée Lafleur, la Rive-Sud pourrait fort bien être englobée dès l'an prochain.



C'est dans l'entrepôt de meubles d'un service d'entraide situé au Parc Victoria que le président de Centraide Québec, Me François-Xavier Simard (à gauche) et le lieutenant-colonel Michel Lemieux, de la Base de Valcartier, ont annoncé leur collaboration, hier, pour le «Meubledon».

## Démission de l'ambassadeur yougoslave: Ottawa salue son courage

OTTAWA (PC) — Au lendemain de sa démission comme ambassadeur de la Yougoslavie à Ottawa, M. Goran Kapetanovic n'avait pas décidé, hier, s'il retournerait dans son pays ou demanderait l'asile politique au Canada.

Un diplomate de l'ambassade, M. Gradiimir Bugarski, a souligné que ce n'était pas Belgrade qui avait exigé la démission de son ambassadeur, mais que M. Kapetanovic lui-même avait décidé qu'il ne pouvait plus représenter la Yougoslavie dans les circonstances.

La semaine dernière, M. Kapetanovic a écrit au président serbe Slobodan Milosevic pour lui demander de démissionner. «Sous votre direction, a-t-il écrit, la Yougoslavie est descendue au plus bas niveau, en conflit avec tous ses voisins et condamnée par tous les pays du monde. Si vous refusez de démissionner, les conséquences qui vont tomber sur les épaules des habitants de la Yougoslavie seront énormes.»

Un porte-parole du ministère des Affaires extérieures, Guy Archambault, a déclaré que M. Kapetanovic a manifesté «beaucoup de courage» en critiquant le gouvernement de son pays. M. Archambault a signalé que M. Kapetanovic a rencontré des représentants du ministère des Affaires extérieures, hier, et qu'il leur a fait savoir qu'il n'avait pas encore pris de décision sur son avenir.

Musulman de Bosnie-Herzégovine, M. Kapetanovic est âgé de 46 ans. Sa femme, Visnja, est Croate. Ses deux fils, Vigor, 16 ans, et Ognjen, 13 ans, sont nés en Serbie. C'est pourquoi il appelle sa famille «la petite Yougoslavie». M. Kapetanovic fait partie du ministère des Affaires étrangères de son pays depuis 1974. Il a servi aux Nations unies et au Caire.

Autre texte en page A-11

## LA POLITIQUE

## Bouchard met en cause la bonne volonté du Canada anglais

OTTAWA — La question constitutionnelle serait pour ainsi dire réglée selon Benoît Bouchard, si les autres provinces manifestaient à l'endroit du Québec la même générosité que celle démontrée à l'endroit des autochtones.

textes de PIERRE-PAUL NOREAU  
LE SOLEIL

Sans aller jusqu'à dénoncer clairement leur mauvaise volonté, le lieutenant politique de Brian Mulroney au Québec, n'a pas caché son irritation devant la différence d'attitude des premiers ministres provinciaux à l'endroit des Québécois et des autochtones.

« Comment croyez-vous que je me sens alors que la question autochtone est réglée et que le minimum demandé par le Québec n'est toujours pas là », a-t-il commencé par expliquer hier à sa sortie des Communales.

« Si on manifestait et voulait manifester la même générosité envers les demandes séculaires du Québec que nous l'avons fait, avec raison, avec les demandes autochtones, la question serait réglée demain matin. »

Sans remettre en cause le moindre de la pertinence de la réponse des provinces vis-à-vis des demandes des Indiens, Métis et Inuit, le ministre Bouchard est agacé par le fait que le droit de veto réclamé par le Québec se retrouve lié à la question du Sénat triple-E, plutôt que d'être examinée à son seul mérite.

Des progrès énormes, dit-il, ont été faits dans le dossier constitu-

tionnel et assureraient le retour de Robert Bourassa à la table des premiers ministres, en autant qu'on donne au Québec son droit de veto. Benoît Bouchard va plus loin, laissant entendre qu'à son avis, que l'entente actuelle plus un veto est en fait « vendable » à la grandeur du Québec.

À la lumière des commentaires entendus dans sa circonscription dans laquelle il est retournée après la dernière séance de négociations constitutionnelles à Toronto, il admet cependant que les concessions faites aux autochtones ont des répercussions qui vont soulever des questions sérieuses dans l'ensemble du pays.

« Ça reste fragile. Il n'y a pas de doute que les gens vont poser des questions sur la protection des droits contenus dans les traités, par rapport aux notions d'autonomie gouvernementale, de droits inhérents à l'autonomie gouvernementale et aux nouveaux territoires. »

Quant à la question de la réforme du Sénat, il n'y a pas de doute que l'option préférée du ministre demeure l'abolition. La proposition de la Colombie-Britannique pour un Sénat régionallement égal pourrait selon lui être acceptable au Québec, « mais c'est évidemment au gouvernement du Québec de le dire. »

## Bourassa consulté

De son côté, le ministre des Affaires constitutionnelles Joe Clark continuait à manifester de l'optimisme par rapport à la ronde des 9 et 10 juin. Il entend d'ici là consulter formellement le premier ministre du Québec par rapport au travail accompli.

« Je vais probablement le consulter par téléphone, mais je n'ai pas encore pris de décision formelle », a-t-il lancé, pressé d'aller rencontrer M. Jean Chrétien et Mme Audrey McLaughlin pour leur faire le bilan des négociations.



« Si les provinces manifestaient à l'endroit du Québec la même générosité que celle démontrée à l'endroit des autochtones », souhaite Benoît Bouchard.

M. Clark n'a pas voulu reprendre à son compte les commentaires de M. Bouchard sur le manque de bonne volonté des provinces à l'endroit du Québec.

M. Clark a aussi fait rapport aux députés de son parti réunis hier en fin de journée à la faveur d'un caucus spécial. Selon les informations ayant transpiré sur cette rencontre, plusieurs députés, notamment du Québec, sont inquiets des conséquences des engagements pris à l'égard des autochtones.

M. Clark n'a pas voulu donner

d'échéancier précis pour marquer la fin du processus de négociations. Pour lui la pause actuelle

est excellente, permettant à tous de reprendre leur souffle et de constater le chemin parcouru.

## La guillotine pour accélérer l'adoption du projet de loi C-81

OTTAWA — Le gouvernement conservateur a eu recours à la guillotine afin d'accélérer le plus possible l'adoption du projet de loi C-81 sur les référendums au Canada, soulevant de virulentes critiques de la part du Bloc québécois.

Sans avertissement, mais avec le consentement de ses vis-à-vis libéral et des néo-démocrate, le leader du gouvernement en Chambre, le ministre Harvie Andre a déposé hier, peu après la période de questions hier après-midi, une motion afin de passer outre au délai de quarante-huit heures suivant normalement l'étape du dépôt d'un rapport de comité.

Il a été accueilli par des accusations du leader du Bloc québécois, le député Jean Lapierre, d'être anti-démocratique et d'utiliser le rouleau compresseur « pour passer sur le dos des Québécois avec la varloppée fédérale. »

Mettant en parallèle le fait que les négociations constitutionnelles font relâche jusqu'au 9 juin, l'ex-libéral s'est interrogé sur l'ur-

gence d'agir dans le cas de la loi référendaire, condamnant la complicité coupable des partis traditionnels dans cette manœuvre destinée à imposer au Québec, « une loi bâtarde, anit-démocratique, illégitime et indigne de cette institution. »

Son collègue Louis Plamondon pointant tout particulièrement ses ex-collègues conservateurs du Québec, s'est attiré de vifs reproches de la présidence en les comparant aux collaborateurs lors de l'occupation nazie en Europe.

Mais voilà, la plupart des conservateurs n'étaient pas du tout au courant de cette décision, ceux-ci participant en fait au même moment à un caucus spécial où le ministre Joe Clark faisait le point sur les progrès des négociations constitutionnelles.

Présent en Chambre, le conservateur Guy St-Julien a voté contre cette motion de passer outre au délai, sans donner d'explications. Le libéral Marcel Prud'Homme a aussi voté contre la motion avec les cinq représentants du Bloc québécois.

Ce n'est pas un appui au Bloc, précisait-il. « Je trouve tout simplement incroyable qu'on empêche ainsi le débat, en donnant des munitions aux gens du Bloc, pour l'amour de gagner 24 petites heures. »

Le ministre Harvie Andre plaide quant à lui la nécessité d'accélérer le plus possible le processus afin que le directeur d'Elections Canada, qui a besoin de trois mois pour organiser la tenue d'un référendum, gagne lui-aussi du temps. Le débat sur le projet de loi référendaire reprendra donc dès ce matin, plutôt que demain, la tenue du vote de deuxième lecture étant attendue pour au plus tard à la fin de la semaine.

Les fonds du PQ  
Garon se dit satisfait de l'appui reçu dans Lévis

LÉVIS — « C'est sûr que si j'embarquais sur le téléphone, je l'atteindrais mon objectif, mais je pense qu'un député doit adopter une attitude de réserve vis-à-vis du financement populaire. »

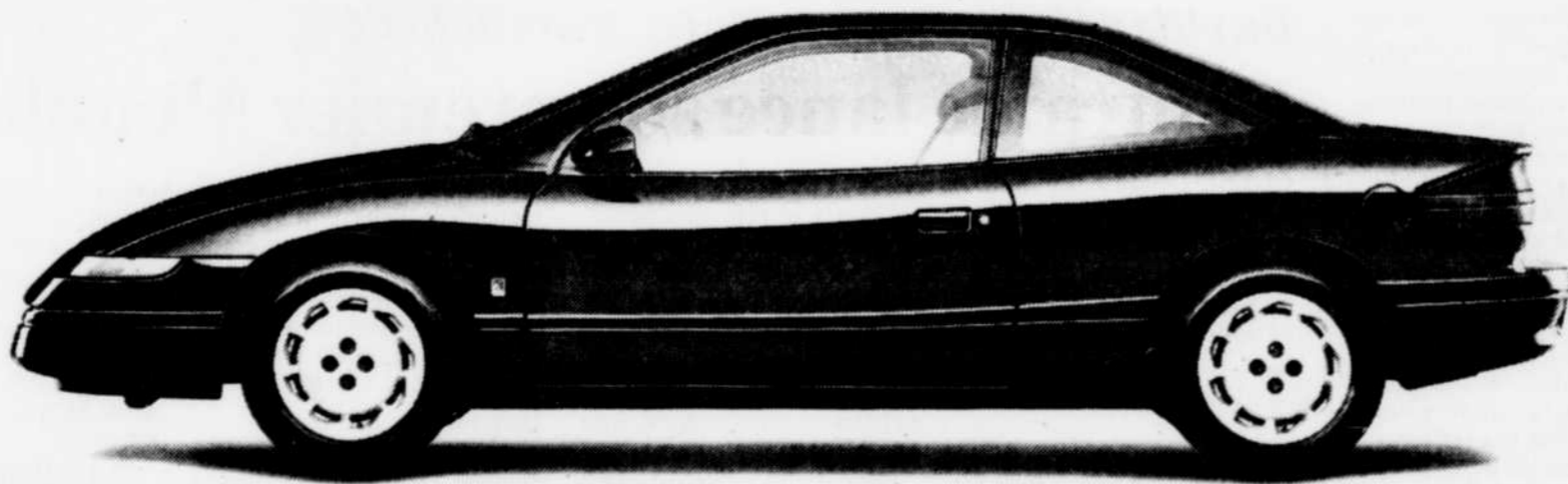
par LISE FOURNIER  
LE SOLEIL

Voilà ce qu'a répondu le député péquiste Jean Garon lorsqu'il a été invité à commenter les résultats de la dernière campagne de souscription du PQ dans Lévis qui n'a atteint que 68 % de son objectif. Lui et sa collègue des Chutes-de-la-Chaudière sont parmi les 24 députés du Québec qui n'ont pas réussi à atteindre l'objectif du parti.

M. Garon juge qu'un objectif de 34 000 \$, c'est presque irréaliste pour Lévis. « Ils ont ramassé 23 340 \$. » Et aux yeux du député, c'est une bonne performance si on la compare à celle des libéraux qui, dit-il, n'en ont recueilli que 2500 \$.

Du côté des Chutes-de-la-Chaudière, Mme Denise Carrier-Perreault prend aussi les critiques avec un grain de sel. « Nous avons atteint 75 % de notre objectif, dit-elle, qui pourrait être porté à 85 % d'ici l'automne. C'est plus de 25 000 \$ que les Chutes-de-la-Chaudière ont fourni dans la caisse du PQ au cours de cette campagne. D'ailleurs, ironie du sort, c'est aussi ce comté qui a obtenu le certificat de la meilleure performance au Conseil national de la fin de semaine. »

# Vous serez vendu à son prix de location.



## La Saturn SC

La performance réinventée  
de toutes pièces

# 279\$

par mois\*

- moteur 4 cyl. 16 soupapes de 1,9 L à deux arbres à cames en tête (124 HP)
- boîte manuelle 5 vitesses
- direction assistée à rapport variable
- panneaux latéraux en polymère résistant aux coups et à la corrosion
- glaces teintées
- jantes en alliage de 15 po.
- volant gainé de cuir
- radio AM/FM stéréo avec lecteur de cassettes, montre et quatre haut-parleurs

\*Prix basé sur un bail de 48 mois avec versement initial de 1 500 \$. Valeur résiduelle: 4 944 \$. Kilométrage limité à 24 000 km par année. Transport et taxes en sus. Voir tous les détails chez votre concessionnaire Saturn Saab Isuzu.

VOTRE CONCESSIONNAIRE



SATURN  
SAAB  
ISUZU

# 60 % des Montréalais craignent de vivre des émeutes comme L.A.



Au lendemain des émeutes survenues le mois dernier à Los Angeles et Toronto, une majorité de Canadiens, et plus encore de Québécois, estiment que le racisme est un problème sérieux au pays. À Montréal, six personnes sur dix croient probable que la métropole du Québec vive un jour des émeutes du même genre.

par ANDRÉ FORGUES  
LE SOLEIL

Selon un sondage Angus Reid-LE SOLEIL, effectué du 21 au 26 mai auprès de 1502 citoyens, 56 % des Canadiens jugent que, depuis un an, le racisme est un problème dont l'importance a augmenté beaucoup (27 %) ou un peu (28 %). Au Québec, 62 % estiment que le problème s'est aggravé beaucoup (31 %) ou un peu (31 %).

Malgré les récentes émeutes, cette opinion était encore plus répandue en juillet 1991 quand, à la même question, 33 % des Canadiens répondaient que le problème avait beaucoup augmenté et 27 % qu'il s'était accru un peu.

### Les grands centres inquiets

Quand on considère les échantillons pour chacune des trois villes canadiennes les plus peuplées, le petit nombre de répondants augmente sensiblement la marge d'erreur mais il permet néanmoins de constater une inquiétude plus importante dans les grands centres.

À Montréal, 59 % des personnes interrogées disent qu'il est très (18 %) ou assez (41 %) probable que surviennent dans leur ville des émeutes comme celles qui se sont produites à Toronto et Los Angeles. L'inquiétude est encore plus grande dans la Ville-Reine où 71 % qualifient de très (25 %) ou assez (46 %) probable la répétition des émeutes.

À Vancouver, seulement 36 % croient à la probabilité de pareils événements dans leur ville et dans les municipalités moins importantes du Canada, la proportion tombe à 31 %.

### Des voyous

Néanmoins, partout à travers le pays on attribue surtout les émeutes de Toronto à des voyous cherchant profiter de la situation plutôt qu'à l'expression d'une colère réelle provoquée par le racisme.

Enfin, le sondage révèle que c'est dans les provinces de l'Atlantique et au Québec qu'on croit le moins que l'arrivée d'immigrants change trop rapidement la société pour qu'elle ait le temps de s'y adapter. Dans les Maritimes, 42 % expriment ce point de vue tandis que 52 % le partagent au Québec.

C'est en Colombie-Britannique (66 %) et en Ontario (60 %) qu'on croit davantage que « les politiques d'immigration au Canada causent une augmentation des problèmes de relations entre les races parce que les changements auxquels est confrontée la population canadienne sont trop rapides pour que la société puisse s'y ajuster. »

# Québec bloque la vente d'Ad Lib à Creative Lab

QUÉBEC — Le gouvernement du Québec a décidé d'exercer son droit de premier refus pour bloquer la transaction qui ferait passer les actifs de la firme de haute technologie Ad Lib à son principal concurrent, Creative Lab, de Singapour.

par GILBERT LEDUC  
LE SOLEIL

Un porte-parole du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie a confirmé au SOLEIL que Québec avait fait reconnaître vendredi dernier son droit de premier refus auprès du syndic chargé du dossier, M. Serge Morency.

« Le gouvernement veut ainsi s'assurer que la technologie développée par Ad Lib et les emplois spécialisés ne quitteront pas le Québec », ajoute M. Jean-Luc Trahan, l'attaché de presse du ministre Gerald Tremblay.

Des créanciers d'Ad Lib ainsi que certains fournisseurs intéressés par la sauvegarde des actifs de la compagnie, craignent que Creative Lab tente d'acquiescer à bon marché (1 million \$) les équipements de l'entreprise en faillite sans garantir le maintien des activités et des emplois à Québec.

Bien qu'il n'a pas été possible d'en apprendre davantage hier, il semble toutefois que c'est demain que l'affaire de la faillite d'Ad Lib sera classée une fois pour toutes.

Selon le président de l'entreprise, M. Martin Prével, la compagnie, avant la faillite, avait remboursé 659 000 \$ sur les prêts de la SDI et de la SOGIQ, en plus des intérêts et 177 000 \$ de redevances.

On se souvient qu'Ad Lib avait dû fermer ses portes à la fin avril dernier en raison d'un manque de liquidité causé par un retard hors de son contrôle dans la mise en marché d'une nouvelle carte audio pour ordinateur. Elle avait d'ailleurs un carnet de commandes de l'ordre de 4 millions \$ pour cette carte.

Promis le 20 septembre 1991 par le ministre Tremblay lui-même, le prêt n'est jamais venu. Le ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie et la SDI ont invoqué le piètre bilan des états financiers en date du 28 février 1992 pour refuser le déboursement du prêt de 500 000 \$.

Pourtant en 1991 et 1992, les profits de l'entreprise atteignirent 1,1 million \$. Pour les six premiers mois de l'année 1992, les profits nets se chiffraient à 190 000 \$.

**CRTC**      **Avis public**      **Canada**

CRTC — Avis public 1992-36. Le Conseil a été saisi des demandes suivantes: 1. GASPÉ, GASPÉ-HARBOR, YORK CENTRE, WAKEHAM, SANDY-BEACH, HALDIMAND, SUNNY-BANK, POINTE-NAVARRÉ, SAINTE-MARJORIQUE, PÉNOUILLE, CAP-AUX-OS ET D'AILLON (QC). Demande (920325800) présentée par CABLO DISTRIBUTION G. INC., 23, rue de la Cathédrale, C.P. 1720, Gaspé (QC) G6G 1H0, en vue de modifier la licence de câble desservant les localités susmentionnées, afin d'être relevée de l'obligation de distribuer les signaux de CIVK-TV-3 (SRTQ) et CBVG-TV (CBC) Gaspé, des signaux locaux, conformément à l'alinéa 22 (1) (a) du Règlement de 1986 sur la télédiffusion. Le titulaire affirme que la réception par satellite de ces signaux contribuera à améliorer la qualité et prévendra des pertes occasionnelles de signaux ainsi que des doublages de l'image. Examen de la demande: 494, Montée Wakeham, Gaspé (QC). La demande et les renseignements sur le processus d'intervention sont disponibles en communiquant avec la salle d'examen du CRTC, Édifice central, Les Terrasses de la Chaudière, 1, Promenade du Portage, bureau 201, Hull (QC); et le bureau régional du CRTC: Complexe Guy-Favreau, Tour de l'Est, 200, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 602, Montréal (QC) H2Z 1X4. Les interventions écrites doivent parvenir au Secrétaire général, CRTC, Ottawa (Ont.) K1A 0N2 et prouver qu'une copie conforme a été envoyée à la requérante le ou avant le 24 juin 1992. Pour de plus amples renseignements, vous pouvez contacter la direction des Audiences publiques du CRTC (819) 997-1328, ou les Services d'information du CRTC à Hull au (819) 997-0313, téléc. (819) 994-0218, ou le bureau régional de Montréal (514) 283-6607.

**Je suis avec vous tous les jours**

(Entrée et stationnement gratuits)

POUR INFORMATION: Communiquez à LA MAISON JÉSUS-OUVRIER 683-2371

■ **La CSN insultée**  
MONTREAL (PC) — Le Comité national des jeunes de la CSN a qualifié hier d'« insulte aux jeunes » la deuxième parution du palmarès des cégèpes de la revue l'Actualité. « Comment réagira l'employeur à une demande d'emploi d'un jeune provenant d'un 'cégep moins bon' ? », a demandé le responsable du comité, Mario Guertin.

**VIENS À LA FÊTE**

**FÊTE DU SACRÉ-COEUR**  
Le vendredi 5 juin à 20h

**VIENS À LA FÊTE**  
au COLISÉE DE QUÉBEC

Viens célébrer ton Espérance avec nous. Viens renouveler ta foi en la présence amoureuse de Dieu dans ta vie...

**THEME: JE SUIS AVEC VOUS TOUS LES JOURS**

(Entrée et stationnement gratuits)

POUR INFORMATION: Communiquez à LA MAISON JÉSUS-OUVRIER 683-2371

# 10 995 \$\*

2 300 \$ DE RÉDUCTION

# SONATA

La voiture de grandeur moyenne qui a la qualité d'une importée :  
 moteur de 2 litres, DACT, 16 soupapes ;  
 pneus radiaux Michelin 4 saisons ; lecteur de cassette et radio AM/FM à syntonisation électronique, 4 haut-parleurs ;  
 direction et freins servo-assistés ;  
 garantie des éléments principaux de 5 ans/100 000 km... et j'en passe !

**DURÉE LA COURSE AUX ACHATS INTELLIGENTS LIMITÉE**

9 995 \$\*

1 000 \$ de réduction plus transmission automatique sans frais (ou son équivalent en argent)

## ELANTRA

La NOUVELLE berline sportive de type familial :  
 moteur de 1,6 litre, DACT, 16 soupapes ;  
 pneus radiaux Michelin 4 saisons ;  
 directions et freins servo-assistés ; suspension à 4 roues indépendantes ;  
 télécommande d'ouverture du coffre et du volet de réservoir ;  
 garantie des éléments principaux de 5 ans/100 000 km.

9 995 \$\*

600 \$ de réduction plus transmission automatique sans frais (ou son équivalent en argent)

## SCOUPE

La petite sportive à fière allure : moteur de 1,5 litre à couple élevé, SACT ;  
 pneus radiaux Michelin 4 saisons ; banquette arrière à dossier rabattable 60/40 ; lecteur de cassette, radio AM/FM à syntonisation électronique, 4 haut-parleurs ; suspension indépendante aux 4 roues ; direction à crémaillère ; garantie des éléments principaux de 5 ans/100 000 km.

6 795 \$\*

1000 \$ de réduction

## EXCEL

Le meilleur rapport qualité-prix : mieux équipée que toute autre voiture de sa catégorie. Entre autres : boîte manuelle à 5 rapports et surmultiplication ;  
 pneus radiaux Michelin 4 saisons ; direction à crémaillère ; suspension indépendante aux 4 roues ; freins servo-assistés ; garantie des éléments principaux de 5 ans/100 000 km.

## HYUNDAI

Un achat intelligent!

- |  |   |  |   |   |  |
|--|---|--|---|---|--|
| <p><b>Ste-Foy Hyundai</b><br/>2650, Dalton<br/>Ste-Foy 654-9292</p>                                      | <p><b>Automobiles Leviko Ltee</b><br/>144, rte. Kennedy<br/>Lévis 833-7140</p>                | <p><b>M. Lessard Ltee</b><br/>659, boul. St-Joseph<br/>Québec 623-5471</p>                             | <p><b>Luxoto Inc.</b><br/>484, Côte Joyeuse<br/>St-Raymond<br/>1-800-463-3818</p>           | <p><b>Hyundai Laurier Station</b><br/>164, boul. Laurier<br/>Laurier Station<br/>728-4044</p> | <p><b>Ruby Auto Inc.</b><br/>2272, rue Notre-Dame Nord<br/>Theftord Mines 338-4665</p> |
| <p><b>Hyundai St-Georges</b><br/>105 55, 1ère Avenue<br/>St-Georges Est<br/>Comté de Beauce 228-8814</p> | <p><b>Cité Hyundai</b><br/>150, boul. Taché ouest<br/>Montmagny 248-7877</p>                  | <p><b>Rivière-du-Loup Hyundai</b><br/>289, Témiscouata<br/>Rivière-du-Loup<br/>862-8144</p>            | <p><b>Rimouski Hyundai</b><br/>375, boul. Ste-Anne<br/>Pointe-au-Père<br/>724-2231</p>      | <p><b>Garage C. L. Auto Inc.</b><br/>163, boul. LaSalle<br/>Baie Comeau<br/>296-8824</p>      |  |
| <p><b>Portier Automobiles Inc.</b><br/>100, Napoleon<br/>Sept-Îles 962-1828</p>                          | <p><b>Gaspésie Auto Inc.</b><br/>Route 132<br/>Bonaventure ouest<br/>Bonaventure 534-2191</p> | <p><b>Automobiles des Îles</b><br/>1199, Chemin Lavernière<br/>Cap-aux-Meules, Québec<br/>986-5566</p> | <p><b>Garage Jean-Roch Thibeault</b><br/>909 MGR de Laval<br/>Baie St-Paul<br/>435-2379</p> | <p><b>Centre Hyundai</b><br/>1605 boul. Henri Bourassa<br/>Québec 522-3738</p>                |  |
- Hyundai s'implante chez nous pour mieux vous servir

Malgré les réticences d'autres pays

## Le Canada signera les deux ententes environnementales

OTTAWA (d'après PC) — Malgré la réticence exprimée par d'autres pays, en particulier les États-Unis, le premier ministre Brian Mulroney a annoncé hier que le Canada entendait signer les deux grandes ententes environnementales qui sont à l'ordre du jour de la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement qui débute demain à Rio.

Le Canada serait aussi prêt, a-t-il dit, à aider financièrement les pays pauvres en contribuant au nouveau Fonds pour l'environnement mondial.

Un des grands objectifs du Sommet de la Terre consiste à entériner deux accords environnementaux internationaux. Le pre-

mier viserait à empêcher la disparition des espèces animales et végétales, le second, à prévenir les changements climatiques en réduisant la production des gaz responsables de l'effet de serre.

Les Américains ont indiqué qu'ils ne signeraient pas la première entente et qu'ils entérineraient la seconde uniquement si

elle n'incluait aucun objectif précis. Le plus inquiétant, c'est que les Britanniques pourraient imiter Washington.

Autre sujet de dispute: l'aide aux pays pauvres. Ces derniers refusent de se voir imposer des règles environnementales sans obtenir l'aide nécessaire pour faire face aux nouvelles exigences technologiques. Les États-Unis et le Japon refusent pour le moment de délier les cordons de leur bourse. M. Mulroney, lui, a décidé de s'engager.

« Les pays riches doivent aider les pays pauvres à progresser. Leur intervention doit s'opérer sur trois plans: l'aide, les échanges commerciaux et l'endettement », a-t-il indiqué.

Pour ce faire, le Canada consacrerait 25 millions \$ à la phase pilote du Fonds pour l'environnement mondial et ce, une fois que le but du Fonds et son fonctionnement auront été définis. Une plus grande part des budgets de l'Agence canadienne de développement international sera aussi destinée au développement durable. De plus, Ottawa veut accélérer les mesures pour soulager les pays pauvres de leur dette.



L'organisation Greenpeace a déclaré hier à Rio de Janeiro que le Sommet de la terre était déjà « mort né ». Le navire emblème de Greenpeace, le « Rainbow Warrior », faisait son entrée à Rio.

## Les États-Unis sévèrement critiqués Les pronostics d'échec se multiplient

(AFP-Reuter) — À 24 heures de l'ouverture du Sommet de la Terre, de nombreux diplomates et écologistes pronostiquaient déjà son échec en raison de l'attitude des États-Unis et de la division de la Communauté Européenne sur plusieurs questions cruciales d'environnement.

La décision annoncée vendredi par Washington de ne pas signer la convention sur la protection des espèces naturelles et de la biodi-

versité a fait l'effet d'une douche froide sur les premiers délégués et écologistes rassemblés à Rio.

Les États-Unis refusent de signer car ils ont peur d'un pillage

des connaissances en bio-technologie des États-Unis par des pays peu soucieux de respecter les droits de propriété industrielle.

Ce refus a été d'autant plus critiqué qu'il venait après que Washington eut réussi à édulcorer un projet de traité sur les changements climatiques, autre pièce centrale du Sommet de Rio, qui ne prévoit pas de calendrier contraignant de réduction des émissions de gaz rendus responsables de l'« effet de serre ».

Le principal représentant de la Communauté européenne au Sommet de la Terre, le Néerlandais Laurens Brinkhorst, a estimé que les positions américaines risquaient de diviser le monde industrialisé à un moment où il a besoin d'unité.

Un autre sujet de préoccupation est l'absence de position commune de la CEE. La Grande-Bretagne a annoncé dimanche qu'elle n'avait pas encore décidé si elle signerait ou non la convention et, selon des sources proches des écologistes, la France réserverait elle aussi sa signature.

L'autre sujet de désaccord potentiel grave est le montant de l'aide que l'Occident sera prêt à apporter au développement écologique « durable » des pays du Tiers-Monde. Le secrétaire d'État britannique à l'Environnement, M. David MacClean, qui se trouvait hier à Rio, a affirmé à la BBC qu'il « n'était pas possible » que les pays industrialisés, en ce moment de pleine récession, puissent supporter le coût de l'aide aux pays pauvres.

## Plan vert de Bush

Dans le but de contrer les critiques contre son refus de signer à Rio une convention sur la « biodiversité », le président George Bush a présenté hier un plan de sauvegarde de la forêt mondiale auquel seront affectés plus de 100 millions \$ par an.

Il a également annoncé qu'il lancerait un appel aux autres pays industrialisés au Sommet de la Terre de Rio pour qu'ils apportent leur soutien financier à cette initiative.

Les États-Unis augmenteront leur contribution de 150 millions \$ l'année prochaine, passant ainsi de 368 millions à 518 millions \$, a-t-il ajouté.

Le projet américain cherche à encourager la coopération entre les pays qui proposeront des solutions pour sauver la forêt et d'autres pays qui apporteront un soutien financier.

## Major pessimiste

(AFP) — Le premier ministre britannique John Major a estimé hier qu'il ne fallait pas trop attendre du Sommet de la Terre à Rio. M. Major a néanmoins affirmé qu'il « tient à ce que des progrès soient faits » lors de ce Sommet.

## Rencontre des maires

(AFP) — Les maires de plusieurs grandes villes du monde et représentants des Associations Internationales des Villes se sont réunis hier à Rio de Janeiro pour rappeler l'importance des gouvernements locaux et régionaux qui doivent assumer un rôle chaque fois plus grand dans la gestion des problèmes d'environnement et de développement.



**OBTENEZ LE CLIMATISEUR VALANT JUSQU'À 2 100\$. OU UNE REMISE DE 1 500\$.**

Tirez profit de l'été au maximum... bien au frais grâce à Mazda!

Car nous vous offrons le climatiseur à l'achat de l'un de nos modèles les plus populaires. La 323 et la Protégé, les plus spacieuses de leur catégorie.

La Miata, un triomphe mondial. Nos camionnettes, les plus vendues au Canada, catégorie importées. Et la MPV, deux fois élue mini-fourgonnette

importée de l'année au Canada. Profitez vite du climatiseur chez Mazda:

une façon gagnante de déjouer la chaleur de l'été!



PROTEGE



323



MIATA



B2200



MPV

Nos véhicules sont protégés par l'une des garanties les plus complètes et les plus solides de l'industrie.

\*Climatiseur ou remise, offerts sur tous les modèles suivants: 323, Protégé, MPV, Miata et camionnettes Mazda vendus ou encore en stock chez le concessionnaire après le 5 mars 92. La remise est de 1500 \$ maximum sur tous les modèles et s'applique aussi à la climatisation. Et sur la MPV, le climatiseur à double sortie vaut 2100 \$. Offre d'une durée limitée qui ne peut être combinée à aucune autre. Détails chez votre concessionnaire.

**mazda**

**Je me sens bien.**

Québec  
Chatel Automobiles Ltée  
1350, Bouvier  
628-6336

Québec  
Premier Mazda  
636, rue Graham Bell  
687-0753

Cap-Santé  
Cap-Santé Mazda  
5, rue Bois de L'Al  
285-0011

Plessisville  
Maurice Côté  
Automobiles Inc.  
637, rue St-Louis  
362-7324

St. Georges de Beauce  
Automobiles Sittelle  
15300, boul. Lacroix  
228-4815

Rivière du Loup  
Rivière du Loup Mazda  
160, Fraser  
862-3263

Matane  
Garage Marcel Villeneuve Inc.  
1780, rue du Phare Ouest  
562-0245

Grande Rivière  
Lloyd Sutton Auto  
89, Grand Allée  
385-2279

Québec  
Rendez-Vous Mazda  
1615, boul. Henri Bourassa  
529-8551

Ste-Patrice de Beauvoir  
Automobiles M. Blais  
462, rue Principale  
596-2322

Montmagny  
Montmagny Mazda  
201, blvd. Tache Ouest  
248-0014

Baie St. Paul  
Charlevoix Mazda  
996, Mgr. de Laval  
435-5353

Thetford Mines  
Centre de l'Auto Amiante Inc.  
410, boul. Smith Sud  
338-1691

Pintendre  
A. Lachance Automobiles Inc.  
529, Route Kennedy  
837-8897

Rimouski  
Automobiles R.P. Inc.  
455, boul. Ste-Anne  
Pointe au Père  
724-7888

Baie Comeau  
Mazda Cote-Nord  
291, boul. La salle  
296-0202

Une quarantaine de projets de loi au feuilleton

C'est le sprint final avant l'été à l'Assemblée nationale

Même si le dossier constitutionnel paraît éclipsé tout le reste, l'Assemblée nationale entreprend aujourd'hui son sprint semestriel avec une quarantaine de projets de loi au feuilleton, dont certains, comme celui qui porte sur la Fête du Canada, seront débattus jusqu'à tard dans la nuit.

par ANDRÉ FORGUES  
LE SOLEIL

Au bureau du leader parlementaire du gouvernement, Michel Pagé, on ne cache pas une certaine appréhension devant le peu de temps dont on dispose avant les vacances d'été, compte tenu du nombre et de l'importance des projets de loi qui sont sur la table.

Au cabinet du leader parlementaire de l'opposition, Guy Chevrette, on affirme que les libéraux n'ont qu'eux-mêmes à blâmer pour cet engorgement puisque le gouvernement a perdu deux semaines, en mars, en retardant la présentation du discours du Trône.

Chaque année, en juin et en décembre, la Chambre siège cinq jours par semaine et, en soirée, les travaux se poursuivent sans interruption jusqu'à ce que le leader du gouvernement propose la suspension au lendemain matin.

La tactique habituelle veut que, dès la première semaine de session intensive, les ministériels, qui sont plus nombreux, fassent veiller les membres de l'opposition pour miner un peu leur résistance.

Cette semaine, par exemple, on prévoit déjà que la journée de jeudi pourrait se terminer... vendredi matin, la nuit devant servir à débattre du projet de loi 21 qui vise à décréter que les commerces devront fermer leurs portes le 1er juillet et n'auront plus le droit de décaler au lundi le congé férié de la Fête du Canada.

D'autres projets de loi sont susceptibles de provoquer de longs

afin d'établir les règles selon lesquelles se déroulera le référendum prévu pour l'automne.

Le sort d'un autre projet de loi, portant le numéro 35, dépendra beaucoup de la réponse que doit recevoir aujourd'hui le Parti québécois de la part du ministre du Travail, Normand Cherry, et du leader du gouvernement. Par cette législation, le gouvernement veut régler les graves problèmes que vit depuis des années la Commission de Santé et Sécurité au travail.

Pour effectuer un travail « constructif » dans ce dossier, l'opposition a demandé que la CSST elle-même compare en commission parlementaire et qu'une évaluation indépendante puisse être faite des solutions proposées.

Dans le jeu qui oppose tous les six mois le gouvernement et l'opposition, chacun veut garder des cartes cachées le plus longtemps possible. La tournure des trois prochaines semaines dépendra beaucoup des ambitions des libéraux, par exemple s'ils tentent de pousser l'adoption de législations

(abolissant la taxe d'amusement qu'imposent les municipalités), 19 (modifiant les structures gouvernementales en matière de développement des régions), 30 (sur le

surplus des caisses de retraite), 141 (sur l'enseignement privé, s'il est réactivé et surtout enrichi de dispositions sur le financement) et 14 (sur la médiation familiale).


débats à cause de leur complexité ou de leur objet.

Par exemple, au PQ, on ne cache pas que les libéraux devraient « passer sur le corps » de l'opposition pour obtenir l'adoption du projet de loi 9, sur la désassurance de certains soins complémentaires de santé (notamment ce que le ministre Gérard D. Levesque a appelé « le p'tit 2 \$ à MarcYvan »). Mais il n'est pas certain que les ministériels forceront l'adoption de cette loi dont un article prévoit de toutes façons qu'elle s'applique depuis le jour de son dépôt à l'Assemblée, le 14 mai.

De plus, le ministre Marc-Yvan Côté a deux autres projets de loi majeurs au feuilleton, soit le volumineux projet de loi 15, sur l'application de certains éléments de sa réforme des services de santé, et le projet de loi 36, qui vient modifier la loi sur les consultations populaires et la loi électorale

Si vous êtes membre du Club, entrez le code suivant:  
**02490374**  
Simon, composez sans frais le  
**1-800-563-8688**  
Plus de  
**3000 points**  
offerts cette semaine dans **LE SOLEIL**  
CLUB Multi points

**Conférence**  
  
**Mme CLAUDIA RAINVILLE**  
Auteure et conférencière  
Thème: Les causes de notre souffrance et de nos difficultés dans cette vie. Les conséquences de la loi de cause à effet. Karmas et réincarnations.  
Date: Le vendredi 5 juin à 19h30  
Lieu: Hôtel Plaza Universel, 3031, boul. Laurier Sainte-Foy  
Coût: 15\$ (billets en vente à l'entrée)  
Rens.: (418) 654-0457  
**LES ÉDITIONS FRJ INC.**

  
UN ÉTÉ BEAU ET CHAUD...  
chez ROSA BORRA  
**30 % de RABAIS**  
sur les MAILLOTS et ACCESSOIRES GOTTEX  
Achetez-en plusieurs!  
**ROSA BORRA**  
FINE LINGERIE ET ACCESSOIRES  
**PLACE de la CITE**  
Niveau promenade, entrée du Manhattan Grill  
Entre Place Laurier et Place Ste-Foy

confiez-nous votre liste de cadeaux  
**ET OBTENEZ UN CRÉDIT \* EN REMERCIEMENT!**  
  
**FUTURS MARIÉS**  
venez faire votre choix parmi nos réputées collections  
★ VAISSELLE  
★ VERRERIE  
★ COUTELLERIE  
★ PIÈCES DÉCORATIVES  
• Emballage gratuit  
• Livraison gratuite  
• Table personnalisée  
• Réservation de cadeaux jusqu'au mariage  
\* Applicable sur toute la marchandise en inventaire.  
**Renaud & cie**  
l'expérience à votre service!  
82, rue Saint-Paul  
692-0144  
Ouvert du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h et le samedi, de 9 h 30 à 16 h 30

Fermeture: le président de Tioxide commente aujourd'hui

TRACY (PC) — Le président de Tioxide, Jean-Marc Turcotte, commentera aujourd'hui la décision du ministère québécois de l'Environnement d'ordonner la fermeture, d'ici le 15 juin, de l'usine de Tracy jugée très polluante.

Présentement, la haute direction de l'entreprise passe le dossier en revue. Il est possible que Tioxide, qui a déjà prévu faire construire une nouvelle usine à Bécancour, conteste l'ordonnance du ministre Pierre Paradis devant la commission municipale.

Tioxide, un fabricant de pigment de titane utilisé dans la peinture, emploie 260 personnes.

Québec veut fermer l'usine de Tracy parce qu'il n'a pas obtenu les garanties nécessaires à l'arrêt prochain de ses rejets polluants. Chaque jour, Tioxide déverse dans le fleuve Saint-Laurent 127 tonnes métriques d'acide sulfurique.

Du côté syndical, c'est le silence qui prévaut pour le moment.

Formation des pompiers: Québec est blâmé

SHERBROOKE (PC) — Les directeurs des services de protection des incendies du Québec critiquent sérieusement le gouvernement provincial pour ne pas avoir encore adopté une législation uniformisant l'intervention des pompiers et leur formation.

Les chefs des services, réunis hier à Sherbrooke, estiment en effet qu'à cause de ces lacunes, les citoyens ne sont pas toujours assurés d'une protection adéquate.

Donnant en exemple l'absence de plans d'urgence lors des tragédies de Saint-Basile-le-Grand et de Saint-Amable, les chefs ont déploré que l'évolution de leurs services soit trop souvent à la remorque des grandes catastrophes.

**LES MARDIS PETIT PRIX DE RÉMI**  
  
**L'Allure Recherchée**  
"Vous pouvez vous payer ma tête, si vous voulez..."  
Allez-y! Offrez-vous une coupe pour homme; lavés, coupés, placés, à un prix super économique  
**"10,95 \$"**  
Incluant: Shampoing, conditionneur, mousse et fixatif.  
Ce spécial vous est offert, pour un temps limité, les lundis, mardis et mercredis seulement.  
**Escompte-Coiffe**  
COIFFURES ET ESTHÉTIQUE pour toute la famille avec ou sans rendez-vous  
QUÉBEC: 1, rue St-Jean (angle Sabarby) 523-4780  
CHARLESBOURG: 160, 80e Rue Est (près d'Henri Bourassa) 627-4309  
SAINT-FOY: 826, du Vallon (Halls de Sainte-Foy) 656-6558  
LORETTEVILLE: 156, rue Racine (voisin du stationnement municipal) 843-1620  
LÉVIS: 33, route Kennedy (près du Rond-Point) 837-6421  
AUSI: RIMOUSKI, SHERBROOKE

**LOUER UN TÉLÉPHONE C'EST CON!**  
**ACHETER, C'EST BRILLANT!**  
Chaque mois, vous payez votre compagnie de téléphone pour un appareil qui ne vous appartient même pas! D'accord, ce téléphone est garanti, mais avez-vous déjà vu un téléphone se briser? Imaginez ce que vous pourriez économiser en achetant votre propre téléphone à La Cabine Téléphonique. Il y en a à partir de 19,99\$ et ils sont garantis au moins un an!  
**RIEN NE VOUS OBLIGE À LOUER!**  
Pour obtenir une ligne téléphonique, vous n'êtes pas obligé de louer un appareil à votre compagnie de téléphone. À La Cabine Téléphonique, vous avez le choix d'acheter parmi plus de 150 modèles de grandes marques.  
**RAPPORTEZ DIRECTEMENT VOTRE TÉLÉPHONE À LA CABINE TÉLÉPHONIQUE!**  
Si vous achetez votre appareil à La Cabine Téléphonique, nous nous chargerons de rapporter pour vous votre téléphone loué et de faire annuler vos frais de location. Parce qu'acheter, c'est bien penser.  
**LA CABINE TÉLÉPHONIQUE**  
L'ACHAT, C'EST MON CHOIX  
PLACE FLEUR DE LYS ET PLACE LAURIER  
EN TOUT, PLUS DE 20 ADRESSES POUR VOUS SERVIR.  
SONY AT&T SANYO Panasonic 36 Gbra CANTEL

# Déco Meublé



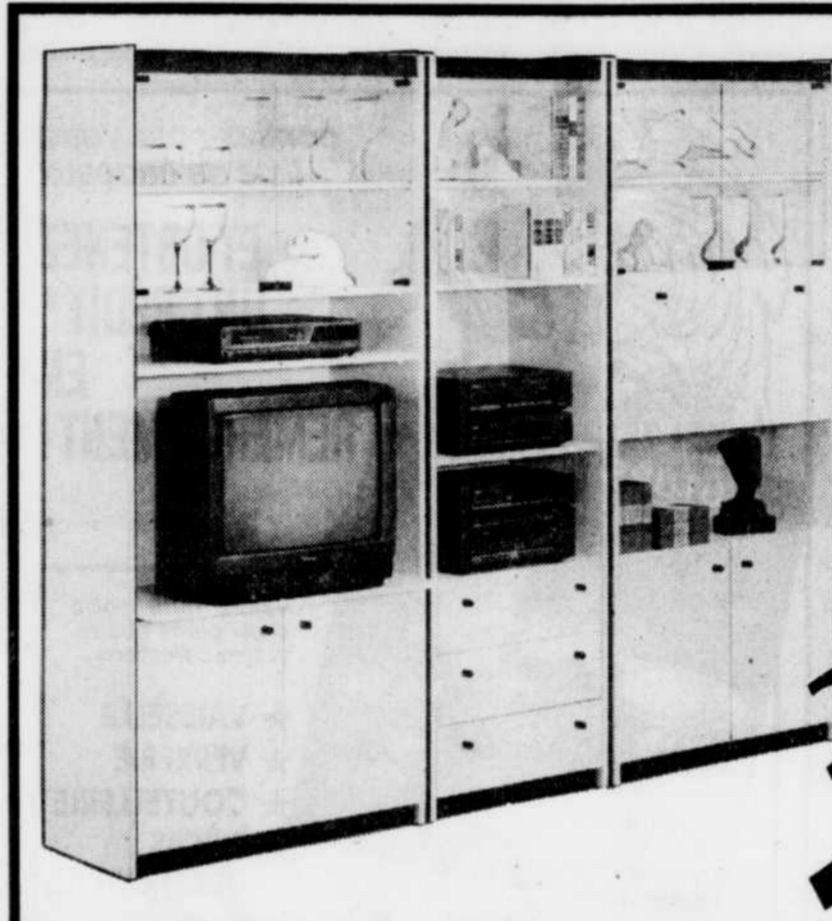
traitement  
antirachas  
et antirouille

## L'AGRÉABLE COMBINAISON

entre le recouvrement aspect cuir et le tissu aux couleurs mode, confère au mobilier une allure toute particulière. Un confort certain, un style accrocheur, un coup d'oeil inhabituel, voilà ce qui distingue le sofa-lit, pourvu d'un mécanisme d'ouverture facile à manoeuvrer et d'un excellent matelas.

CAUSEUSE 269.

399.



## DU RANGEMENT TOUT EN BEAUTÉ

La fabrication robuste, la résistante mélamine ainsi que l'éclairage discret conjuguent leurs attraits pour conférer à cette unité murale trois sections, le juste équilibre qui lui revient. Elle dispose de tout l'espace nécessaire pour y installer aisément vos composants audio et vidéo. Disponible en blanc et noir ou entièrement blanc.

cour. 559<sup>95</sup>

399.



## UN VENT DE JEUNESSE

Idéal pour rajeunir votre chambre à coucher, ce mobilier aux lignes originales, aux courbes excentriques, reflète la jeunesse du style; de légères appliques finies granit viennent égayer ce mobilier où prédomine le noir, mais qui est aussi disponible en blanc. L'ensemble comprend un bureau double, un miroir, une commode, 2 tables de nuit, une tête, avec éclairage, et une plate-forme de lit.

cour. 1 284<sup>95</sup>

949.



Garantie  
prolongée  
sur demande

**Kelvinator**

**LAVEUSE** dotée d'un système de lavage à multiples niveaux, assurant ainsi un lavage impeccable. Elle est également équipée d'un filtre autonettoyant, de choix de niveaux d'eau, de températures réglables et la cuve, à l'épreuve de la corrosion et de l'écaillage, est garantie à vie.

**SÉCHEUSE** avec tambour grande capacité, ouverture porte plus large, nombreux cycles de séchage, température réglable à multiples niveaux, filtre à charpie facile d'accès. De plus, un système de séchage haute performance assure un séchage adéquat des vêtements.

# VOICI NOS 10 ENGAGEMENTS

1. Offrir 1 an pour payer, sur toute la marchandise.
2. Offrir la commodité d'un crédit instantané, jusqu'à concurrence de 3,000\$
3. Offrir le plus bas prix et si vous nous permettez de constater qu'il ne l'est pas, vous offrir encore mieux.
4. Donner une garantie à vie sur tous nos prix.

## CHOIX, SERVICE, PRIX, PERSONNE

1. Facilité offerte aujourd'hui et sous réserve de l'approbation du Service du crédit, aucun achat minimal. Un escompte de 3% est accordé pour tout achat payé comptant.

2. Si qualifié selon les critères et sous réserve de l'approbation du Service du crédit.

3. Pour tout produit identique, portant le même numéro de modèle, vendu aux mêmes conditions et avec les mêmes facilités de paiement, sur preuve du prix offert par le concurrent.

4. Pour tout produit identique, portant le même numéro de modèle, en possession de l'acheteur original, vendu aux mêmes conditions et avec les mêmes facilités de paiement, sur preuve du prix offert par le concurrent.

5. Comportant 4 pièces et plus. Ne s'applique pas aux matelas, en soldé ou offerts en promotion.

6. Le remboursement s'applique sur toute marchandise durant la première année d'utilisation normale.

7. De 3% à l'exception des produits suivants: lampes, articles de décoration, appareils audio/vidéo, téléviseurs de 21 pouces et moins, micro-ondes et meubles à assembler.

8. Selon les conditions de livraison.

# le DÉCO MEUBLE



**FAUTEUIL**  
cour. 279<sup>95</sup>  
**199.**

**SOFA**  
cour. 469<sup>95</sup>  
**349.**

**UNE CONCESSION AU MODERNISME**  
La fascination du goût d'aujourd'hui, conforme à l'idée que l'on se fait du modernisme. Une invitation incontestable au repos, en mettant l'accent sur le confort et l'élégance.

cour. 369<sup>95</sup>

**249.**



**L'HEUREUSE FANTAISIE D'UN DESIGN PARTICULIER**  
où s'entrelacent le modernisme du style et l'originale esthétique des matériaux employés. Avec des lignes d'un modernisme consommé, ce mobilier rehaussera sûrement votre salle à manger. Vous pouvez choisir, pour le dessus de la table, l'inconditionnelle distinction du fini texturé ivoire ou bourgogne. Le buffet, possédant les mêmes caractéristiques, est vendu séparément.

cour. 1 049<sup>95</sup>

**799.**



l'ensemble

**799.95**



**MOFFAT**  
**RÉFRIGÉRATEUR**  
16,9 P1<sup>3</sup>

doté d'une combinaison de demi-tablettes, tablette pleine largeur et demi-balconnets de porte réglables pour profiter au maximum de l'espace de rangement disponible. Possédant de nombreux espaces de rangement, comme en font foi les compartiments à légumes, fruits, produits laitiers et viande, une foule d'autres caractéristiques vous feront apprécier cet appareil à sa juste valeur.

**GARANTIE**  
prolongée

cour. 899<sup>95</sup>

**759.95**



**MOFFAT**

**CUISINIÈRE**

dotée d'un four à nettoyage facile, d'éléments à haut rendement, d'un tableau de commandes en verre, d'une horloge à affichage numérique, d'une porte de four noire et d'une foule de petits avantages qui rendent agréable la période consacrée à la cuisine.

**GARANTIE**  
prolongée

cour. 659<sup>95</sup>

**579.95**

5. Vendre à moitié prix tous nos matelas avec l'achat d'un mobilier de chambre.
6. Assurer, d'une manière primordiale, votre entière satisfaction ou vous rembourser.
7. Donner un escompte pour tout achat emporté.
8. Livrer sans frais additionnels à travers le Québec.
9. Déballer et placer gratuitement la marchandise.
10. Vous conseiller, si vous avez des problèmes de service avec l'un de nos concurrents, au meilleur de nos connaissances et cela, même si vous n'avez jamais acheté chez DécoMeuble/Léon.

RIEN NE PEUT FAIRE MIEUX QUE

1. S'applique aux produits...  
2. S'applique aux produits...  
3. S'applique aux produits...  
4. S'applique aux produits...  
5. S'applique aux produits...  
6. S'applique aux produits...  
7. S'applique aux produits...  
8. S'applique aux produits...  
9. S'applique aux produits...  
10. S'applique aux produits...  
11. S'applique aux produits...  
12. S'applique aux produits...  
13. S'applique aux produits...  
14. S'applique aux produits...  
15. S'applique aux produits...  
16. S'applique aux produits...  
17. S'applique aux produits...  
18. S'applique aux produits...  
19. S'applique aux produits...  
20. S'applique aux produits...  
21. S'applique aux produits...  
22. S'applique aux produits...  
23. S'applique aux produits...  
24. S'applique aux produits...  
25. S'applique aux produits...  
26. S'applique aux produits...  
27. S'applique aux produits...  
28. S'applique aux produits...  
29. S'applique aux produits...  
30. S'applique aux produits...  
31. S'applique aux produits...  
32. S'applique aux produits...  
33. S'applique aux produits...  
34. S'applique aux produits...  
35. S'applique aux produits...  
36. S'applique aux produits...  
37. S'applique aux produits...  
38. S'applique aux produits...  
39. S'applique aux produits...  
40. S'applique aux produits...  
41. S'applique aux produits...  
42. S'applique aux produits...  
43. S'applique aux produits...  
44. S'applique aux produits...  
45. S'applique aux produits...  
46. S'applique aux produits...  
47. S'applique aux produits...  
48. S'applique aux produits...  
49. S'applique aux produits...  
50. S'applique aux produits...  
51. S'applique aux produits...  
52. S'applique aux produits...  
53. S'applique aux produits...  
54. S'applique aux produits...  
55. S'applique aux produits...  
56. S'applique aux produits...  
57. S'applique aux produits...  
58. S'applique aux produits...  
59. S'applique aux produits...  
60. S'applique aux produits...  
61. S'applique aux produits...  
62. S'applique aux produits...  
63. S'applique aux produits...  
64. S'applique aux produits...  
65. S'applique aux produits...  
66. S'applique aux produits...  
67. S'applique aux produits...  
68. S'applique aux produits...  
69. S'applique aux produits...  
70. S'applique aux produits...  
71. S'applique aux produits...  
72. S'applique aux produits...  
73. S'applique aux produits...  
74. S'applique aux produits...  
75. S'applique aux produits...  
76. S'applique aux produits...  
77. S'applique aux produits...  
78. S'applique aux produits...  
79. S'applique aux produits...  
80. S'applique aux produits...  
81. S'applique aux produits...  
82. S'applique aux produits...  
83. S'applique aux produits...  
84. S'applique aux produits...  
85. S'applique aux produits...  
86. S'applique aux produits...  
87. S'applique aux produits...  
88. S'applique aux produits...  
89. S'applique aux produits...  
90. S'applique aux produits...  
91. S'applique aux produits...  
92. S'applique aux produits...  
93. S'applique aux produits...  
94. S'applique aux produits...  
95. S'applique aux produits...  
96. S'applique aux produits...  
97. S'applique aux produits...  
98. S'applique aux produits...  
99. S'applique aux produits...  
100. S'applique aux produits...



**VANIER** 100, rue Dabot 863-9000  
**SAINTE-FOY** 2625, boul. Hochelaga 857-6902  
**CHARLESBOURG** 8500, boul. Henri-Bourassa 827-3073  
**BEAUPORT** 4175, boul. Saint-Anne 667-7811  
**LÉVIS** 300, côte du Passage 825-0606

## Réserves de la CEQ envers la décentralisation des négos

QUÉBEC — Sans s'opposer au principe, la CEQ émet plusieurs réserves envers la décentralisation des négociations des conventions collectives des employés du réseau de l'éducation, réclamée par la Fédération des commissions scolaires du Québec.

par BRIGITTE BRETON  
LE SOLEIL

En fin de semaine, la FCSQ a décidé de continuer de s'associer avec l'État pour la négociation des conditions de travail ayant des implications au niveau du monétaire (salaires, assurances, droits parentaux, régime de retraite, disparités régionales), mais de réclamer une plus grande prise en charge des autres éléments des contrats de travail.

Hier, la présidente de la Centrale de l'enseignement du Québec, Mme Lorraine Pagé, a tenu à rappeler que des modifications au régime de négociations devaient se faire après des discussions avec l'ensemble des partenaires, dont la CEQ.

La dirigeante syndicale reconnaît des avantages à la décentralisation. « Cette approche est susceptible de permettre d'adapter les services selon les caractéris-

tiques de chaque milieu, de susciter des initiatives locales, d'encourager l'engagement des différents intervenants. » Elle souligne cependant que la décentralisation est un concept à la mode qui a souvent laissé place à l'improvisation, par exemple dans le milieu municipal. Un concept qui peut aussi, selon elle, engendrer des guerres de clochers et créer des inégalités d'une région à l'autre, d'une commission scolaire à l'autre. Mme Pagé rappelle que l'éducation est un service public, qui doit être établi selon des critères nationaux.

La présidente de la CEQ craint également que les ressources humaines et financières des commissions scolaires soient mal utilisées si elles sont consacrées à la négociation de conditions de travail actuellement déterminées provincielement. « Il y a d'autres choses à faire que négocier des conven-

□ La FCSQ a décidé de continuer de s'associer avec l'État pour négocier des conditions de travail ayant des implications au niveau du monétaire

tions collectives pour les enseignants, le personnel de soutien et les professionnels. Les commissions scolaires pourraient plutôt s'occuper des services éducatifs. » Mme Pagé ne voit pas la pertinence de négocier à 160 tables de négociation des questions telles que les règles d'affichage et les modalités de déduction des cotisations syndicales.

De plus, elle souligne qu'un mécanisme de règlement (dont le droit de grève) est nécessaire pour éviter les négociations « bidon » qui prennent des allures de soupers-causeries.

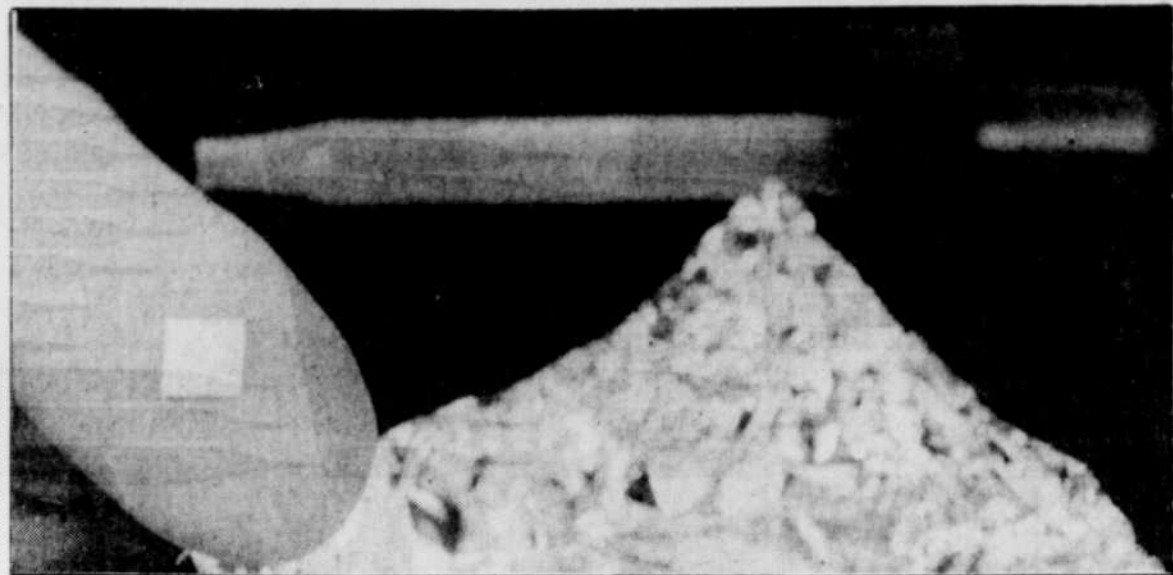


Photo de Presse / Lundberg

### Le LSD fait un retour

La drogue chimique fétiche des années 60, le LSD, est en passe d'effectuer un « retour en force sur le marché », selon les services policiers de la région de Vancouver. Sur la photo, un « buvard » imprégné de drogue, posé sur un index.

## Les fonds d'Enfant Soleil ne serviront pas à éponger les déficits de la santé, dit Touzin

# Pour ceux qui ne cessent de rêver de l'impossible, Mercedes-Benz a le véhicule parfait.



La SL. Vous ne pouvez la voir sans que le cœur ne vous tressaille.

Capote relevée ou abaissée, avec ou sans son toit rigide, cette voiture est la réussite la plus éclatante que l'on puisse voir en fait de sculpture automobile. C'est en tout point la digne héritière de légendaires générations de coupés-cabriolets SL.

La SL offre un niveau de sécurité incroyable : plancher d'une extrême robustesse structurale, montants A renforcés d'acier,

arceau de sécurité à déploiement automatique en un tiers de seconde.

Les sièges sont conçus pour absorber l'impact lors d'une collision latérale.

La 300SL est équipée d'un 6 cylindres multisoupapes de 3 litres d'une grande souplesse développant 228 ch. Quant à la 500SL, un V8 de 5 litres à 32 soupapes la propulse de 0 à 100 km/h en tout juste 6,5 secondes.

Le système de contrôle automatique de dérapage (ASR) assure une traction exceptionnelle et est

le digne complément du système de freins antiblocage (ABS).

Une remarquable synthèse de la sécurité et du plaisir de conduire.

Pour tout renseignement, composez le 1-800-387-4632, n'importe quand.



CONSTRUITES COMME AUCUNE  
AUTRE VOITURE AU MONDE

QUÉBEC — Le directeur d'Opération Enfant Soleil, Pierre Touzin, suivra à la trace chaque dollar des 4 241 053 \$ millions qui sera distribué dans les divers hôpitaux pour l'achat d'équipement pédiatrique.

par LOUISE LEMIEUX  
LE SOLEIL

« Nous savons exactement ce pourquoi on paye. Nous ne sommes pas là pour payer les déficits », a expliqué, hier, Pierre Touzin.

Fier des sommes recueillies (toutes les autres campagnes de souscription ont du mal à cause de la récession, dit-il), M. Touzin venait tout juste de terminer le démontage des décors aux Galeries de la Capitale, après un cinquième téléthon qui a finalement rapporté 70 000 \$ de plus que l'an dernier.

« Tous les hôpitaux à qui on donne de l'argent nous font rapport sur l'utilisation de nos dons », poursuit-il.

Comment expliquer alors qu'Opération Enfant Soleil ait dépensé 750 000 \$ pour une salle de chirurgie cardiaque pédiatrique au CHUL qui ne sert pas à cette fin ? « Nous avons posé des questions à ce sujet. La direction de l'hôpital nous a assuré que la salle servait à d'autres fins pédiatriques et les équipements aussi ; le seul appareil qui ne sert pas vaut 30 000 \$ et il sera encore utilisable dans quelques années », dit Pierre Touzin.

Les 4 000 000 \$ amassés ce week-end seront répartis comme prévu entre les trois hôpitaux pédiatriques du Québec (Sainte-Justine, l'hôpital de Montréal pour enfants, le CHUL) et les départements de pédiatrie en région (ils ont droit à 10 % des recettes).

Cette année, Opération Enfant Soleil privilégie le centre de cancérologie de Sainte-Justine qui aura droit au double des montants que recevraient le CHUL et l'hôpital de Montréal pour enfants.

Avec les sommes qu'il recevra d'Opération Enfant Soleil, le CHUL compte payer des équipements utilisés aux soins intensifs. Mais M. Touzin ne s'en cache pas, il souhaiterait commencer à amasser de l'argent pour le futur centre pédiatrique pour l'Est du Québec que le CHUL ambitionne de construire depuis plus de 10 ans.

#### Diminuer les frais

Avant l'arrivée de Pierre Touzin à la direction d'Opération Enfant Soleil, il en coûtait 2,1 millions \$ en frais d'administration.

L'an dernier, des textes accablants dans *The Gazette* avaient forcé la démission de deux fondateurs, MM. Jean-Denis Dubois et Daniel Giroux. Ce dernier a par la suite démissionné de son poste de directeur financier au CHUL.

Pierre Touzin est certain de réaliser des économies de 300 000 \$, grâce aux réductions effectuées dans les frais d'administration, de représentation et de voyage. Comme il a supervisé lui-même la production télévisuelle plutôt que de la confier à des sous-contractants, il croit même pouvoir faire des économies supplémentaires de 100 000 \$. Bref, les frais d'administration pourraient bien passer de 2,1 millions \$ à 1,6 million \$ cette année. « En fouillant, on pourra réduire encore », dit-il, confiant.

LE MONDE

Sarajevo pilonnée, malgré les sanctions et un cessez-le-feu

BELGRADE (Reuter, AFP) — Moins de deux heures après son entrée en vigueur, des irréguliers serbes ont rompu hier soir un cessez-le-feu conclu sous l'égide de l'ONU en pilonnant pendant deux heures la capitale bosniaque, Sarajevo.

Mais en dépit de ce nouveau revers aux espoirs de paix, les Nations unies devaient entamer aujourd'hui des négociations pour tenter de rouvrir l'aéroport de Sarajevo, aux mains des Serbes, afin de permettre l'acheminement d'une aide humanitaire à la ville assiégée.

Des habitants de Sarajevo ont rapporté que la trêve entre forces serbes et croato-musulmanes, entrée en vigueur à 18h00 (locales), avait été rompue à 19h45.

Joint par téléphone depuis Belgrade, le rédacteur en chef de Radio-Sarajevo, Zoran Pirovic, a déclaré que la poste principale avait été touchée à trois reprises et que des batailles avaient éclaté dans les rues de Grbavica, un faubourg proche du centre-ville.

Les forces bosniaques ont riposté aux tirs d'artillerie et de mitrailleuse en provenance des collines surplombant la ville mais le bombardement a pris fin peu après 22h00.

L'échec du dernier cessez-le-feu en date a cruellement déçu les habitants de Sarajevo qui espéraient que les sanctions votées samedi par le Conseil de sécurité de l'ONU à l'encontre de la Serbie et du Monténégro encourageraient les Serbes à mettre fin aux violences.

Le port croate de Dubrovnik a lui aussi été pilonné pour le quatrième jour consécutif et un bombardement y a fait deux morts dimanche, dit-on de source hospitalière.

Des combats se sont poursuivis en d'autres endroits de Bosnie et Radio-Sarajevo a fait état de 30 morts ces dernières 24 heures.

On ignore les raisons exactes de la reprise du bombardement de Sarajevo, mais elle est intervenue après la rupture de négociations entre les autorités bosniaques et l'armée fédérale sur l'évacuation par cette dernière de la caserne Maréchal-Tito, à Sarajevo.

Il semble aussi aux yeux de différents observateurs occidentaux et yougoslaves que les combattants serbes échappent au contrôle politique.

Washington estime néanmoins que la pression imposée au chef serbe Slobodan Milosevic commence à faire son effet sur celui qui est considéré par les États-Unis comme le principal responsable de la guerre en Bosnie. « Il est fatigué, sa résistance est entamée », a assuré hier un responsable du département d'État qui parlait sous le couvert de l'anonymat.

Statut spécial pour la Crimée

MOSCOU (d'après Reuter) — Les présidents des parlements ukrainien et de Crimée sont convenus hier lors d'une réunion à Yalta que la Crimée continuerait de faire partie de l'Ukraine mais bénéficierait d'un statut économique spécial, rapporte l'agence Itar-Tass.

La Crimée a été transférée à l'Ukraine en 1954, mais le parlement russe a déclaré la décision illégale et les nationalistes ukrainiens craignent que la Russie ait des visées sur le territoire bien que Moscou démente toute revendication territoriale sur l'Ukraine.

Le parlement de Crimée a désamorcé le mois dernier une crise avec l'Ukraine en revenant sur une déclaration d'indépendance faite antérieurement.

La déclaration d'hier dit que la Crimée doit disposer de « toutes les conditions politiques et juridiques lui permettant de réaliser le potentiel particulier né de sa situation géographique, d'avoir une économie ouverte aux investissements extérieurs et de devenir une zone de coopération économique et culturelle ».

« La Crimée, en tant que partie intégrante de l'Ukraine, doit avoir le droit de nouer indépendamment des relations sociales, économiques et culturelles avec d'autres États », ajoute la déclaration.



«Ivan le Terrible» en appel

John Demjanjuk se sentait mal hier devant la Cour suprême d'Israël qui examine l'appel de celui qui fut condamné à la pendaison en 1988 pour avoir été « Ivan le terrible », le bourreau du camp d'extermination nazi de Treblinka. Demjanjuk, 72 ans, a été condamné pour « crimes contre l'humanité, crimes contre le peuple juif et crimes de guerre » par une cour spéciale de Jérusalem.

**Rappel**

**A V I S**

Hydro-Québec invite la population des villes du Québec métropolitain, de même que des régions de Charlevoix, Portneuf et de Chaudière-Appalaches à une soirée d'information.

**Au cours de cette soirée, Hydro-Québec :**

- informera sur le processus de consultation et d'élaboration du plan de développement;
- présentera une synthèse des quatre thèmes de la consultation;
- expliquera les scénarios de développement électrique et leurs impacts;
- recueillera les préoccupations en regard du développement électrique de l'an 2000.

Cette réunion aura lieu :  
**le 2 juin à 19 h**

Salle Champlain  
 Hôtel des Gouverneurs  
 3030, boul. Laurier  
 Sainte-Foy

Les personnes qui désirent obtenir la documentation sur le processus de consultation et d'élaboration du plan de développement et / ou se inscrire pour la rencontre du 2 juin peuvent le faire en communiquant avec:

Madame Céline Blanchet  
 Hydro-Québec  
 5400, boul. des Galeries  
 Bureau 402  
 Québec (Québec)  
 G2K2B4  
 Tél.: (418) 624-5795, 624-5780  
 Téléc.: (418) 624-5775

(Nous acceptons les frais d'appel.)

Encore une raison de plus de conduire un Jeep plutôt qu'un 4x4 ordinaire!

**25000\$**  
 de remise  
 ou taux de crédit du fabricant\*

**CHEROKEE SPORT**

C'est le modèle idéal pour ceux qui veulent la robustesse légendaire de Jeep en respectant leur budget.



- ◇ Moteur 4 L 6 cylindres grand rendement
- ◇ Système 4 RM convertible à la volée
- ◇ Jantes sport 10 trous en aluminium moulé
- ◇ Radio AM/FM stéréo
- ◇ Direction assistée
- ◇ Freins assistés
- ◇ Vitres teintées

**CHEROKEE LAREDO**

Il vous donne une combinaison impressionnante de performance Jeep avec une touche de luxe.



- ◇ Moteur 4 L 6 cylindres grand rendement
- ◇ Système 4 RM convertible à la volée
- ◇ Boîte automatique en option
- ◇ Radio AM/FM stéréo avec 4 haut-parleurs
- ◇ Jantes de 15 po en aluminium moulé
- ◇ Galerie de toit
- ◇ Direction assistée
- ◇ Freins assistés

**CHEROKEE LIMITED**

Le Cherokee Limited, c'est le summum du luxe Jeep et de la robustesse Jeep légendaire.



- ◇ Moteur 4 L 6 cylindres grand rendement
- ◇ Système 4 RM convertible à la volée
- ◇ Boîte automatique à 4 rapports
- ◇ Climatiseur
- ◇ Radiocassette AM/FM stéréo avec antenne électrique
- ◇ Sièges-baquets inclinables à dossier pétales
- ◇ Électroverrouillage des portes et des fenêtres—comprend l'entrée sans clé



Renseignez-vous sur les Programmes de location Clé d'or d'un pare-chocs à l'autre!

Maisonneuve Automobiles Inc.  
 Québec 529-8135

Autos A. Gosselin Inc.  
 St-Nicolas 831-2050



Seul un Jeep est un Jeep.

*Vous n'avez plus de raisons de ne pas conduire un Jeep.*

\*Le taux de crédit du fabricant est offert à la place de la remise. La remise est une offre de durée limitée, en vigueur à partir du 30 mai 1992 et jusqu'à ce que Chrysler Canada Ltee y mette fin. Les véhicules loués au détail donnent droit aux remises seulement. Les offres s'appliquent aux véhicules en stock chez le concessionnaire seulement et achetés et livrés pendant la période de l'offre de remise. Ces offres annulent et remplacent toute autre offre précédente et ne peuvent être combinées à aucune autre. Transport, immatriculation, taxes, assurance et autres frais en sus. Voir un concessionnaire pour les détails. Offre valable uniquement chez les concessionnaires participants.

# En Somalie, quelque 500 enfants meurent de faim quotidiennement

GENÈVE, Nations unies (AFP, Reuter) — La situation humanitaire est catastrophique en Somalie où un demi-millier d'enfants meurent chaque jour, a affirmé hier le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour la Somalie, Mohammed Sahnoun.

Le règlement politique de la guerre civile dans ce pays passe par le rétablissement de l'aide alimentaire dont les besoins ont été évalués à 50 000 tonnes par mois, a déclaré ce diplomate algérien à quelques journalistes.

Arrivé depuis peu à Genève, M. Sahnoun entend convaincre les agences humanitaires de l'ONU de revenir travailler en Somalie

après la décision du conseil de sécurité d'envoyer à Mogadiscio une force de sécurité.

Dans la capitale somalienne, le cessez-le-feu entre les deux clans obtenu sous l'égide de l'ONU est « précaire mais semble accepté », selon M. Sahnoun.

À son avis, la situation alimentaire résultant de l'état d'anarchie aggravé par deux années consécutives de sécheresse est si dramati-

que que les pourparlers politiques n'ont actuellement qu'une portée limitée.

### L'aide des riches

Les pays riches ont promis une aide de centaines de millions de dollars pour combattre la sécheresse en Afrique australe, a par ailleurs annoncé à Genève un responsable des Nations unies.

«La menace de souffrance et de mort qui plane sur le sud de l'Afrique n'est pas une abstraction. La sécheresse met directement en péril la vie de millions d'hommes, de femmes et d'enfants», a déclaré Jan Eliasson, responsable des Affaires humanitaires à l'ONU, à l'ouverture d'une conférence de deux jours dans la ville suisse.

Les Nations unies et les pays d'Afrique australe ont demandé la semaine dernière 835 millions\$ pour venir en aide aux populations touchées par la sécheresse.

Le montant exact des promesses faites hier à Genève est difficile à établir car il englobe parfois des aides déjà prévues, mais il semble que plus de la moitié de la somme réclamée a déjà été promise.

Les États-Unis se sont engagés pour 382 millions\$ supplémentaires et la Communauté européenne (CEE) pour 276 millions\$ en aide alimentaire.

# Pendules démographiques

NEW DELHI (d'après AFP) — Des pendules illuminées vont être installées dans une série de villes en Inde pour illustrer la croissance minute par minute de la population, a annoncé hier le gouvernement à New Delhi.

33 pendules, trois grandes et 30 de dimensions plus réduites, seront placées dans des endroits stratégiques et munies de messages de planning familial destinés à faire prendre conscience aux passants de la croissance démographique très rapide de l'Inde, a précisé un communiqué officiel.

Les 33 pendules coûteront plus de 800 000 \$ US, a ajouté le communiqué sans indiquer les villes où elles seront installées.

L'Inde est le pays le plus peuplé du monde après la Chine avec une population de près de 850 millions d'habitants qui devrait atteindre un milliard d'hommes au rythme actuel d'ici la fin du siècle.



## Barbara McDougall à Chypre

La secrétaire canadienne aux Affaires extérieures, Barbara McDougall, conversait hier avec un Casque bleu canadien de l'ONU à Chypre, Erwan Marquis, 22 ans, de Hull. Le Canada y maintiendra son contingent en 1992, mais le retirera en 1993.

### En Bref

#### ■ Perot monte en fièche

NEW YORK (Reuter) — Bien qu'il ne soit toujours pas officiellement candidat à l'élection présidentielle américaine de novembre, le milliardaire texan Ross Perot devance le président George Bush et le principal candidat à l'investiture démocrate Bill Clinton, révèle un sondage publié hier. Ce sondage ABC News-Washington Post publié à la veille des primaires en Californie, dans l'Ohio, dans le New Jersey, en Alabama, au Nouveau Mexique et au Montana crédite Ross Perot de 36% des intentions de vote contre 31% pour George Bush et 27% pour Bill Clinton. Ross Perot gagne ainsi 10 points par rapport à la mi-mai, alors que le président sortant bénéficiait de 35% des intentions de vote contre 28% pour Bill Clinton.

#### ■ Exil d'Alan Garcia

LIMA (AFP) — Après deux mois d'une clandestinité volontaire, l'ancien président péruvien, Alan Garcia, estimant sa sécurité menacée par le coup d'État du 5 avril de son successeur Alberto Fujimori, a choisi de prendre le chemin de l'exil, en se réfugiant dimanche soir dans les locaux diplomatiques colombiens. Il aurait quitté Lima pour Bogota.

#### ■ L'armée dans les écoles

PORT-AU-PRINCE (Reuter) — L'armée haïtienne a cerné hier des écoles et des campus universitaires pour mettre fin à des manifestations antigouvernementales et deux élèves ont été blessés par balle au Lycée Marie-Jeanne. Les étudiantes protestaient contre la décision du gouvernement de mettre un terme prématurément à l'année scolaire pour faire taire la contestation.

#### ■ Le sud brésilien inondé

RIO DE JANEIRO (AFP) — Vingt cinq personnes au moins ont trouvé la mort et 80 000 sont sans-abri à la suite des inondations qui ont touché, depuis une semaine, les États brésiliens du Rio Grande du Sud, du Parana et de Santa Cristina, a-t-on appris hier à Rio.

#### ■ Un accident de train

TOKYO (AFP) — Un train de banlieue a heurté ce matin à l'heure de pointe le butoir de sa voie dans une gare de la banlieue de Tokyo faisant au moins un mort et plus de 120 blessés avant de s'immobiliser, selon un bilan provisoire de la police. Un passager aurait entendu, selon l'agence de presse Jiji, une annonce peu avant l'accident faisant état d'une défaillance des freins du train.

#### ■ Impact de deux avions

WASHINGTON (AFP) — Trois personnes — un élève-pilote et deux moniteurs — ont été tuées et quatre autres blessées à la suite d'une collision entre deux avions de tourisme, hier au dessus d'une banlieue résidentielle au nord de Washington. Selon des témoins, les deux appareils, de types Cessna 172 et 182, se sont percutés alors qu'ils volaient tous deux dans la même direction.

#### ■ Révélations sur l'IRA

NATIONS UNIES (Reuter) — La Libye a l'intention de livrer à Londres des renseignements sur l'Armée républicaine irlandaise (IRA) lors d'une réunion à Genève le 9 juin, a-t-on appris hier de source proche de l'ONU. La Grande-Bretagne avait réclamé ces renseignements après l'adoption par l'ONU d'une résolution demandant à Tripoli de renoncer au terrorisme.

#### ■ Une question s'embryons

KNOXVILLE, Tennessee (AP) — La Cour suprême du Tennessee a déclaré hier que l'État ne pouvait pas obliger un homme divorcé à devenir le père d'embryons conçus avec son ex-femme. «Normalement, la partie souhaitant éviter la procréation doit prévaloir», a statué à l'unanimité la cour, mettant fin au vide juridique concernant ces embryons congelés depuis 1989.

**La Clef de Sol.\***  
840, rue Bouvier  
Charlesbourg (Québec)  
Tél: (418) 627-0840  
\*agent autorisé

**Centre Cellulaire Charest**  
1171, boul. Charest Ouest  
Québec (Québec)  
Tél: (418) 687-2121

**Radio d'Auto de Québec**  
4885, boul. Hamel  
Québec (Québec)  
Tél: (418) 872-4040

**Comprend six mois d'appels gratuits le soir et le week-end.**  
Dépêchez-vous. L'offre se termine bientôt.

- 30 minutes par mois de temps d'antenne gratuit pendant 36 mois.
- 650 milles AIR MILES<sup>SM</sup> gratuitement. Assez pour vous rendre de Montréal à Toronto ou encore de Montréal à Boston.
- Accès au réseau — la meilleure façon d'apprécier tous les avantages de notre réseau cellulaire.
- On saura toujours comment vous rejoindre grâce au Centre de messages Bell Cellulaire<sup>SM</sup> — accès gratuit pour une période de six mois.
- Facturation détaillée gratuite pendant six mois — l'outil efficace de gestion des appels cellulaires.
- 24 heures sur 24, vous comprendrez enfin pourquoi notre Service à la clientèle jouit d'une réputation internationale.



Appels hors pointe gratuits pendant six mois. Parlez tant que vous voulez le soir et le week-end.

**49,95\$** par mois

36 mois plus tard, il vous appartient. Téléphone portatif Bell Cellulaire/Motorola.

Accès au réseau national CellNet qui vous permettra de vous servir de votre téléphone cellulaire d'un océan à l'autre.

Faites votre choix parmi notre vaste gamme de téléphones fixes et portatifs. Nous avons celui qui répond à vos besoins. **À partir de 299\$.**

## À ce prix-là, il faut bien le voir pour le croire.

Chez Bell Cellulaire, nous mettons tout en oeuvre pour vous offrir toujours plus. C'est pourquoi tous nos téléphones cellulaires, loués ou vendus, vous en donnent davantage pour votre argent.

Ainsi, pour un temps limité, en plus d'obtenir le téléphone portatif Bell Cellulaire/Motorola pour aussi peu que 49,95\$ par mois, vous aurez droit à

certains avantages très appréciables comme des appels hors pointe gratuits pendant six mois et 650 milles AIR MILES<sup>SM</sup> à la signature de votre contrat.

Alors faites vite! Rendez-vous dès aujourd'hui au Centre Cellulaire Plus le plus près de chez vous ou chez un agent autorisé participant ou encore, composez le 1 800 465-CELL pour connaître tous les détails de cette offre.

**Bell Cellulaire** Faire plus sur toute la ligne



Québec, 4885, boul. Hamel (angle Hamel et Henri-IV)  
Télécopieur: 871-3527

**872-4040**

## Arafat survit à une opération au cerveau

AMMAN (AP, AFP) — Le président de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP), Yasser Arafat, a été opéré hier au Centre médical du roi Hussein à Amman de plusieurs caillots au cerveau des suites de l'accident d'avion dont il a été victime en avril. Selon son médecin, le neurologue jordanien Ashraf Kourdi, M. Arafat, 62 ans, « va très bien » et doit quitter aujourd'hui le service de soins intensifs.



Le chef de l'OLP, Yasser Arafat, alors qu'il était interrogé par la presse la veille de son opération.

Cette opération pourrait relancer le débat sur sa succession, débat qui s'était quelque peu apaisé après l'accident d'avion dont Arafat était présumément sorti indemne.

Il pourrait quitter l'établissement « d'ici quatre jours ». Le docteur Youssef Ksous, un des responsables de l'établissement, avait expliqué auparavant que M. Arafat était « conscient » et se trouvait dans un état « satisfaisant et stable » après une heure et demie d'intervention pratiquée par le docteur Adel Shreydeh, chef du service de neurologie.

Selon le docteur Ksous, M.

Arafat, qui se plaignait de maux de tête récurrents, avait subi dimanche des examens à Amman. On avait alors détecté la présence d'un « hématome sous-dural » (caillot de sang sous la dure-mère, l'une des membranes enveloppant le cerveau), et M. Arafat avait été averti qu'il faudrait opérer. Il avait alors décidé de remettre l'intervention jusqu'à son retour d'un voyage en Irak.

Mais filant hier matin en territoire jordanien vers la frontière irakienne, il a ressenti de violentes douleurs dans la tête. Il fut alors ramené d'urgence à Amman et opéré à midi.

On indiquait de source palesti-

nienne et jordanienne que le roi Hussein était auprès de M. Arafat pendant l'opération. Le souverain est parti lorsque le chef de l'OLP eut repris connaissance après l'opération.

« Sa vie n'était pas en danger », a dit le docteur Ksous, qui a expli-

qué que lors de l'accident d'avion en Libye, M. Arafat avait eu « un coup violent à la tête ». Ce choc avait provoqué une hémorragie interne avec formation de plusieurs caillots.

« Lorsque nous avons ouvert le crâne aujourd'hui », a poursuivi le médecin qui assistait à l'opération, « nous avons trouvé une série de caillots de sang qui ont tous été retirés avec succès ». Lorsque M. Arafat a repris connaissance, ses premiers mots ont été pour demander un verre d'eau, a-t-il ajouté, en soulignant qu'il ne devrait y avoir « aucune complication ».

Après l'accident d'avion dont il était sorti contusionné, M. Arafat avait reçu des soins dans un hôpital libyen puis subi des examens à Tunis qui n'avaient semble-t-il rien décelé.

Le directeur du département politique de l'OLP, Farouk Kadoumi, a annoncé que M. Arafat reprendra ses activités d'ici « quelques jours ».

## Shamir désire coloniser à l'encontre de la Palestine

PSAGOT, Cisjordanie (Reuter, AFP) — Le premier ministre israélien Yitzhak Shamir a déclaré hier qu'il fallait accroître le nombre de colons juifs dans les territoires occupés pour interdire à jamais la création d'un État palestinien.

«Le nombre de 120 000 colons, que grâce à Dieu nous avons atteint et qui nous donne beaucoup de force, n'est pas suffisant», a-t-il déclaré aux habitants de la colonie juive de Psagot.

«Nous avons besoin de plus de colons, pour empêcher la création de cette calamité appelée Etat de Palestine», a lancé le leader du Likoud, à trois semaines des élections législatives.

«Nous devons aller plus loin (...) La terre d'Israël doit être exploitée par les juifs», a-t-il dit, sous les applaudissements des colons juifs.

Dominant dans les sondages, le chef de file des Travaillistes israéliens, M. Yitzhak Rabin, estime pour sa part qu'il faut parvenir à un accord avec les Palestiniens sur l'autonomie dans les territoires occupés avant de passer aux négociations de paix avec les pays arabes.

Mme Hanane Ashraoui, porte-parole de la délégation palestinienne aux négociations arabo-israéliennes, croit de son côté que les véritables négociations de paix ne commenceront qu'après les élections de juin en Israël et espère que des « changements concrets » se seront produits dans les territoires occupés avant le mois de novembre.

**500 \$**  
**DE DÉDOMMAGEMENT**  
**POUR AVOIR ROULÉ EN**  
**IMPORTÉE.**



Obtenez 500 \$ de remboursement à l'achat d'une Pontiac LeMans ou d'un Asüna Sunrunner si vous êtes propriétaire d'une voiture importée\* ou si un membre de votre famille habitant à la même adresse en possède une (preuve de propriété requise).

Et si vous choisissez d'acheter une LeMans vous aurez aussi droit à une remise additionnelle du fabricant de 500 \$\*\* en plus d'obtenir gratuitement le Plan de protection GM TOTAL Plus<sup>MC</sup> 5 ans/100 000 km\*\*\*. Voilà l'occasion ou jamais d'acheter une LeMans!



**LEMANS VL AEROCOUCPE**

Aérodynamique, confortable et sécuritaire, la LeMans a tout pour plaire.



**LEMANS SE BERLINE**

Dotée d'un moteur 4 cylindres de 1,6 litres à injection électronique, elle allie la performance à l'économie.



**SUNRUNNER 4X4**

**DÉCAPOTABLE**

Sièges baquets, freins antiblocage à l'arrière, injection électronique... Avec le Sunrunner, vous ferez du chemin!

Vos concessionnaires

**PONTIAC · ASÜNA · BUICK · CAMION GMC**

\*Voiture importée: tout produit construit ou vendu par un autre fabricant que GM, Ford ou Chrysler.

\*\*TPS incluse dans la remise. Ces offres sont valables pour un temps limité seulement et s'appliquent sur les livraisons à l'usager sur les voitures neuves ou en démonstration.

\*\*\*Selon la première éventualité atteinte. Les critères d'éligibilité du PPGM s'appliquent.

## ÉDITORIAL

## Le retour en force d'Oxfam

Il fait toujours mal au coeur de voir des esprits tordus détourner des oeuvres aussi admirables qu'Oxfam-Québec. Il fait, par contre, chaud au coeur de constater que des gens de bonne volonté refusent de s'incliner sans réagir devant une gestion pour le moins douteuse de fonds publics.

Voyons d'abord les mauvaises nouvelles. Le rapport de vérification signé par le bureau Ernst et Young pour le compte de l'Agence canadienne de développement international fait d'Oxfam-Québec un véritable musée des horreurs.

Deux administrateurs, Gaston Truchon et Jean O'Keefe, s'y voient mis au pilori. Côté moralité, il y a quelque chose d'indécent à se doter d'une voiture de fonction, une Volvo en l'occurrence, quand on oeuvre pour une entreprise destinée à aider le Tiers-Monde. Tout comme des séjours en Californie ou à Bangkok ne peuvent soulager la misère des malades et des affamés qu'Oxfam prétendait aider sous leur gouverne.

Les vérificateurs ont déniché des liasses de factures pour des dépenses personnelles, et qui n'ont jamais été remboursées par ceux qui en ont tiré profit : il faut évoquer ici des voyages sans justification, des repas dans des restaurants sans aucune indication des personnes rencontrées, un ordinateur personnel que personne n'a jamais vu dans les bureaux d'Oxfam.

Le nouveau conseil d'Oxfam-Québec, sous la direction du journaliste Jean-Pierre Charbonneau, ancien député et surtout ancien coopérant lui-même en Afrique centrale, rassemble des personnes de bonne foi. Il leur en faudra en effet beaucoup, de cette foi aveugle, pour redresser la situation et redorer le blason d'un organisme qui a prouvé son utilité dans le passé.

Il y a évidemment eu carence grave au plan de la surveillance. L'ACDI, pourvoyeuse de fonds publics pour de tels organismes non gouvernementaux, a péché par omission. Il lui revenait de surveiller la gestion des organismes à qui elle accorde des subventions, question de s'assurer de l'existence de procédures comptables inattaquables. Si elle a raté le cas d'Oxfam-Québec, combien d'autres de ses protégés détournent des fonds publics en toute impunité ?

Les nouveaux administrateurs ont le devoir de prudence. Le rapport d'Ernst et Young a remarqué une certaine légèreté dans l'attitude de l'ancien président du conseil de la Fondation Oxford (une constituante de la famille Oxfam), M. Normand Cherry, dans ses relations avec M. O'Keefe.

M. Charbonneau et le nouveau conseil d'administration entreprennent leur mandat sur un bon pied. Outre leur volonté de récupérer les fonds détournés et de poursuivre ceux qui ont mal agi, ils ont décidé de redresser la gestion de l'organisme, de reprendre contact avec un public pas mal amoché par les tristes révélations des récentes années, et de revoir les programmes d'aide.

Sur le terrain, en Afrique ou en Asie, les projets d'Oxfam-Québec ne cherchent pas à changer le monde. Ils veulent simplement donner un coup de pouce à des projets petits mais structurants : 66 880 \$ pour des coopératives alimentaires aux Philippines, 37 928 \$ pour un programme de formation technique en faveur des femmes et des enfants abandonnés au Bangladesh, 24 000 \$ pour former les enfants de la rue à Cuzco, au Pérou, et ainsi de suite.

Ce ne sont là que des exemples parmi d'autres de ce qui intéresse Oxfam-Québec : les populations bénéficieront encore des projets longtemps après le départ des coopérateurs qui y participent. C'est pour cela qu'il faut encourager la relance d'Oxfam-Québec.

RAYMOND GIROUX

## LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:

PIERRE DES MARAIS II

Éditeur adjoint et rédacteur en chef

J.-JACQUES SAMSON

Vice-président exécutif:

DENIS CLICHE

Président et Éditeur:

ROBERT NORMAND

Directeur de l'information:

DENIS ANGERS

Directeur de l'édition:

MICHEL AUDET

## LE MATCH BOUCHARD-CHRÉTIEN



## Bernard Landry, le PQ et les médias

Le vice-président du PQ, Bernard Landry, en avait contre la presse, en arrivant au Conseil national, samedi matin, à Hull. Ce jour-là, tous les quotidiens francophones du Québec évoquaient à des degrés divers la question du leadership de Jacques Parizeau.

Dans son discours, M. Landry a fait la mise au point suivante: « Je voudrais rappeler que les lecteurs et les lectrices des journaux suivants — et je vais y aller en ordre décroissant de scepticisme éditorial en tendant vers zéro: LE SOLEIL, La Presse, Le Devoir et le Journal de Montréal — répondent massivement dans les sondages que celui qui ferait le meilleur premier ministre du Québec, c'est Jacques Parizeau et non pas Robert Bourassa ».

Je ne voudrais pas contredire M. Landry simplement pour le plaisir, mais j'aimerais quand même savoir de quels sondages il parle au juste.

En septembre 1991, un sondage IQOP-LE SOLEIL avait cherché à savoir en quel leader politique la population avait le plus confiance. Les francophones avaient répondu dans l'ordre: Robert Bourassa 22,1%, Lucien Bouchard 19,2%, Jacques Parizeau 18,5%.

Au PQ, on avait fait valoir que cette façon de procéder désavantagerait M. Parizeau puisque les opposants à M. Bourassa se trouvaient divisés.

Pour tenir compte de cette objection, un autre sondage IQOP, réalisé en décembre 1991, avait demandé à 1000 répondants: qui ferait le meilleur premier ministre, Robert Bourassa ou Jacques Parizeau? Réponse des francophones: Bourassa 38,2%, Parizeau 35,7%.

En mars 1992, quand IQOP a demandé lequel des deux serait le plus apte à « mettre en place le nouvel état souverain et négocier avec le Canada », advenant un OUI au référendum, 33,7% des francophones ont



Michel DAVID

choisi Parizeau et 30,8% Bourassa.

Je ne crois pas qu'on puisse conclure de ces résultats que les lecteurs du SOLEIL pensent « massivement » que le chef du PQ ferait un meilleur premier ministre, comme le soutient M. Landry. En fait, ce serait plutôt le contraire.

L'entourage de M. Parizeau est d'une extrême sensibilité à la critique. Certains sont même persuadés qu'une entreprise de déstabilisation est en cours et qu'à travers le chef du PQ, c'est surtout l'option souverainiste elle-même qui est visée.

On s'étonne, par exemple, que des journalistes aient multiplié récemment les appels téléphoniques à des présidents de région ou d'association de comté pour les interroger sur le leadership de M. Parizeau. Mais à ce que je sache, ce sont ces gens-là qui ont présenté des motions de confiance au Conseil national!

J'avoue cependant n'avoir trouvé aucune explication intelligente à ce que M. Parizeau a appelé « l'exquise pudeur » des médias, qui, à l'exception du Devoir, ont tous passé sous silence le discours très favorable à la thèse souverainiste que le Secrétaire général des Nations-Unies, Boutros Boutros-Ghali, a prononcé à Montréal, la semaine dernière.

Mieux vaut tard que jamais, je suppose. Voici donc ce que disait M. Boutros-Ghali: « Sans la souveraineté des États, on risque le chaos; on risque de détruire les éléments mêmes de la coopération internationale ».

« Un monde en ordre est un monde de nations indépendantes, ouvertes les unes

aux autres dans le respect de leurs différences et de leur similitudes ». Il y a présentement 175 États membres de l'ONU. M. Boutros-Ghali estime qu'il y en aura bientôt plus de 200.

Il est clair qu'un tel discours va directement à l'encontre des prétentions de M. Bourassa, selon lequel la souveraineté est un concept dépassé. Or, le seul journal québécois à en avoir fait état est celui dont la position éditoriale est la plus ouvertement souverainiste. Dans les circonstances, je peux comprendre que le PQ se pose des questions.

En revanche, je suis toujours aussi émerveillé par la faculté que ce parti a de se tirer dans le pied. On dirait qu'il trouve à chaque fois une nouvelle façon de se mettre dans le pétrin.

En fin de semaine, ce ne sont pas les commentaires sur le leadership de M. Parizeau qui ont retenu l'attention. Ce sont plutôt les sévères critiques du plus jeune des députés péquistes, André Boisclair.

J'imagine la tête de M. Landry, quand il a jeté un coup d'oeil au Devoir (eh oui! personne n'est parfait). Gros titre en première page: « Le PQ court à sa perte s'il ne change pas, prévient Boisclair ». Stratégies incohérentes, structures inadéquates, débats stériles, gaspillage de ressources, députés qui se traînent les pieds... S'il avait fallu qu'un éditorialiste sceptique écrive ça!

C'est vrai qu'il ne faut pas exagérer. Le PQ a quand même réussi à récolter 3,2 millions \$ dans un période économique difficile. Et aux dernières nouvelles, il était toujours en avant dans les intentions de vote.

N'empêche qu'en dépit du serrage de coudes de la fin de semaine, il y a de la grogne au PQ, y compris au caucus. M. Parizeau a semblé en prendre acte, dimanche, quand il a invité ses troupes à moins d'arrogance. Il est à espérer que le message ait été compris.

## Votre Opinion

## Bravo à Vanier

Il y a une tendance à centraliser, à regrouper. Parfois c'est avantageux comme dans les transports, les Postes, les services d'incendie. Par contre, dans d'autres domaines, il y a de sérieux inconvénients, et il y a un retour à la régionalisation: les besoins étant différents, les moyens d'y remédier doivent être différents pour être vraiment efficaces.

S'il y a un champ d'action où je suis contre une trop grande centralisation, c'est celui de la police. Je crains les corps de police trop nombreux, trop éparpillés.

Je tiens à féliciter les citoyens de Ville Vanier qui, au moment où leurs élus municipaux leur proposaient la fusion de leur corps policier avec celui de Québec, ont choisi, par référendum, de garder leur police à eux même si Québec leur offrait un petit bonbon 10% meilleur marché pour une police unifiée.

Des MRC ont aussi choisi des corps de police restreints, de deux ou trois municipalités au plus, avec des besoins à peu près semblables. Ces corps restreints ont aussi l'avantage que si les ci-

toyens ont des plaintes contre le service, celles-ci seront plus vite entendues.

J'espère que les conditions de base pour de nouveaux policiers évolueront et que l'on viendra à demander une formation universitaire dans une science humaine afin que la police puisse relever les défis d'un monde en évolution et que son action devienne animation, prévention plutôt que répression.

Jean-Marie Chamberland Québec

## Pour les régions

En lisant l'éditorial du SOLEIL (20 mai 1992) intitulé « Retour aux régions » et signé par Mme Marie Caouette, il m'est revenu à la mémoire cet autre article qui avait paru dans l'édition du 17 mars en page B-1 et dans lequel on traitait du projet de Société régionale de financement que le président du Mouvement Desjardins, M. Claude Béland, désire mettre sur pied de concert avec le fonds de solidarité de la FTQ et la Caisse de dépôt.

Toutefois, certaines questions me viennent à l'esprit à la lecture de l'article du SOLEIL (mardi 17 mars, page B-1) auquel je réfère plus haut et où il est écrit: « C'est

la Société d'investissement Desjardins (SID), qui aura la responsabilité de gérer les investissements régionaux de Desjardins ».

Nulle part est-il mentionné que les gens de la région auront la responsabilité de gérer ces investissements. Alors là je conçois mal que Desjardins et ses partenaires croient que les régionaux eux-mêmes ne sont pas en mesure de gérer les investissements en région.

Mon raisonnement est simple: nos caisses populaires sont fortes partout au Québec et elles ont pris la plus grosse part du marché de l'épargne et du prêt hypothécaire, bien avant les institutions bancaires traditionnelles. Pourtant, les conseils d'administration, de surveillance et la Commission de crédit de chaque caisse sont composés de gens du milieu. Personne n'est en mesure de mieux apprécier les besoins d'une région que ceux qui l'habitent.

On pourrait avancer que l'investissement en capital de risque est tout à fait différent du prêt hypothécaire, du prêt personnel, ou du nantissement et nécessite des compétences particulières. Peut-être mais cela signifie-t-il que nous, les régionaux, n'avons

pas cette compétence? Absolument pas.

J'aimerais donc proposer un compromis. Pourquoy ne pas « embarquer » les citoyens du milieu dans le fonds régional de capital de risque en créant une société où n'importe qui pourra devenir membre (ou actionnaire)? Dans une telle optique, Desjardins et ses associés pourraient investir chaque année un montant égal à celui investi par les gens du milieu.

Hubert Bédard, notaire Rivière-du-Loup

## La vraie richesse

Où sont les élus qui sont vraiment à l'écoute de leurs électeurs? Et non des élus qui retournent aux électeurs, lors de litige de rue à construire ou non qu'ils ont eu sept ans pour démentager de ce coin s'ils ne voulaient pas de cette rue? Si c'est cela être à l'écoute de ses électeurs, nous sommes bien mal pris.

Moi, je me demande qui sont ceux qui verront la préoccupation majeure d'une bonne part de leurs citoyens, c'est-à-dire nos jeunes adolescents (12 à 17 ans). Nos rues en abritent des centaines qui dans quelques semaines se retrouveront en vacances, dé-

soeuvers, et en petits groupes à la recherche d'actions à poser pour passer le temps, si long, de juin à fin août. Leurs parents au travail, se sentant trop vieux pour les camps d'été, que feront-ils?

Nos jeunes laissés à eux-mêmes deviennent parfois délinquants, parfois toxicomanes, parfois alcooliques, parfois suicidaires et parfois meurtriers. Notre société est malade et le mal est dans les racines des plus jeunes de nos arbres généalogiques.

D'où vient ce mal de vivre? Du manque d'intérêt qu'on leur porte? Peut-être.

Pourtant, ce sont quand même eux les adultes de demain, les électeurs de demain. Qui sinon nos élus étant supposés être les plus près de leurs électeurs, donc à leur écoute, aura la colonne vertébrale pour miser sur l'immense richesse de cette belle jeunesse? Qui agira avant que tant d'autres rêves ne soient détruits à jamais?

Marjolaine Bérubé Cap-Rouge

## À échelle humaine

Grand merci aux personnes bénévoles qui ont eu l'initiative,

le dynamisme et la générosité d'organiser en mai un gala de l'Alliance des garderies.

Un gala comme celui-là représente un autre geste significatif confirmant le travail professionnel effectué par le personnel des garderies.

Pour moi, notre apport, tout aussi important que celui du médecin ou de l'enseignant, a une valeur profonde. Nous accompagnons consciencieusement le tout jeune enfant dans son développement pour lui favoriser une croissance saine de tête, de corps et de coeur.

Pour ma part, non seulement je crois mais je suis convaincue que nous sommes des professionnelles de l'éducation de la prime enfance.

Quand aurons-nous la société, à échelle humaine et non financière, qui reconnaîtra la valeur de ce travail?

Je nous souhaite cette reconnaissance sociale, au moins, pour l'an 2000. Depuis 1972, que c'est mon souhait et notre oeuvre!

D'ici là, continuons à nous maintenir et à toujours évoluer dans cette direction.

Marie-Andrée Delisle, éducatrice Garderie Centre-Jour, UL

# LES IDÉES DU JOUR

## L'enjeu des offres fédérales : bloquer l'avenir du Québec

par Claude MORIN

M. Claude Morin a été ministre des Affaires intergouvernementales dans le gouvernement Lévesque.

D'ici peu, des « offres » fédérales seront, semble-t-il, présentées au Québec. On devra alors les analyser et réfléchir à la mécanique référendaire d'Ottawa. Pour l'instant, voyons quel sera l'enjeu réel mais caché de ces « offres », si jamais il y en a.

### Le grand malentendu

En 1867, les anglophones et les francophones adhérèrent au fédéralisme pour des motifs contradictoires. Les premiers en espéraient notamment la mise en place d'un gouvernement central puissant et apte à les protéger contre la puissance américaine. Les seconds y virent plutôt un pacte entre deux « races », leur garantissant autonomie politique et identité nationale. Ce régime n'a jamais eu, pour les Québécois francophones, ni le sens ni les objectifs que lui donnèrent les Canadiens anglais ainsi que les Néo-Canadiens qui se sont joints à eux avec le temps.

Toute l'histoire du Canada fédéral a été et est encore marquée par le fait que les Québécois se définissent comme un peuple, alors que les Canadiens anglais voient dans les francophones la plus grande minorité ethnique du Canada et considèrent que le gouvernement central est leur gouvernement national. Les Québécois, eux, attribuent ce rôle à celui du Québec.

### Un régime impossible à transformer

Pendant plusieurs décennies, ces conceptions contradictoires ont pu coexister, car les fonctions gouvernementales étaient minimes. Toutefois, dans l'après-guerre, le secteur public prit de l'ampleur partout au Canada. D'où conflits de juridiction dans les nouveaux domaines d'intervention : santé, bien-être, développement régional, culture, etc. Qui devait y exercer le leadership politique : Ottawa ou les provinces?

La question se posa, mais au Québec seulement, les autres provinces jugeant qu'Ottawa devait

jouer son rôle, normal selon elles, de gouvernement national. Le Québec sentit que sa vision du fédéralisme lui était propre. Duplessis combattit la centralisation en préconisant l'autonomie provinciale ; Lesage réclama un statut particulier pour le Québec ; pour Johnson, ce statut devait être défini dans la constitution et réalisé par un vaste transfert de pouvoirs.

Toutes les tentatives de révision constitutionnelle se terminèrent par un échec pour le Québec, soit à cause de l'avortement du processus (conférence de Victoria en 1971), soit par suite du mépris des promesses formulées à son endroit (rapatriement unilatéral de la constitution en 1980-1981), soit par un rejet de ses demandes minimales (Meech en juin 1990).

En outre, à chaque fois, le gouvernement central et les autres provinces profitèrent des pourparlers pour orienter graduellement le processus vers la satisfaction de leurs propres priorités, repoussant celles du Québec dans l'arrière-plan. Le phénomène vient de se répéter : la « ronde Canada » a remplacé une « ronde Québec » jamais conclue.

### Neutraliser le Québec

Le tiraillement entre les efforts du Québec pour conserver et accroître sa marge de manoeuvre et les tentatives fédérales pour y assurer son pouvoir n'a jamais cessé. Il durera tant que le Québec s'obstinera à défendre et à développer son identité au sein du régime fédéral.

Or, justement, cela ne peut plus durer, sous peine d'engendrer de plus en plus de tensions, au point où le pays deviendra ingouvernable.

Ces dernières années, la santé économique, budgétaire et politique du Canada a tellement décliné que l'opinion publique à l'extérieur du Québec s'en est émue. Maintenant elle craint pour l'avenir. C'est du nouveau. Jusqu'ici elle demeurait optimiste, mais voilà qu'aux contestations québé-



M. Claude Morin

coises incessantes, se sont ajoutés les sentiments d'aliénation de l'Ouest et des petites provinces, l'agitation des autochtones, le sentiment à Ottawa et dans divers milieux que le gouvernement central manque d'autorité pour assumer son leadership et orienter le Canada face à la concurrence mondiale, l'impression qu'il est devenu urgent pour le Canada anglais de se redéfinir comme nation face à l'attraction culturelle américaine, etc.

La « ronde Canada » cherche des remèdes à ces problèmes récents, mais, ultimement, l'« unité nationale » et le bon fonctionnement futur du régime exigent une solution finale au problème bien plus ancien de la relation Québec-Canada. Pour cela il est essentiel que soit éliminée ou, du moins, neutralisée la conception québécoise du fédéralisme.

Pour Ottawa et le reste du Canada, c'est-à-dire pour la majorité canadienne, non seulement cette vision risque-t-elle de faire obstacle à leurs projets de réforme (Sé-

nat, autochtones, maintien d'un pouvoir central fort, etc.), mais elle constitue aussi un facteur permanent de déstabilisation politique, susceptible, comme ce fut le cas pendant des générations, de refaire surface à n'importe quel moment.

La solution du malaise canadien passe, à preuve le sprint constitutionnel des derniers mois et la menace d'un référendum pancanadien. Et, cette solution atteinte, pas question de se réengager de sitôt dans d'autres pourparlers. La pression de l'Alberta et d'autres provinces en faveur d'un Sénat égal ou encore celle des autochtones montrent que, pour ces intervenants comme pour les autres, c'est « maintenant ou jamais »! Nous sommes à la fin du processus et non au début d'un nouvel exercice.

Il est illusoire pour les Québécois de compter sur une quelconque phase II pour « essayer de gagner plus la prochaine fois ». Toute promesse d'« ouverture » en ce sens serait un mensonge. La

vérité politique est qu'Ottawa et le reste du Canada veulent, dans leur propre intérêt, fermer le dossier rapidement, sans trop de dégâts et, si possible, avec des gains.

Leur gain le plus stratégique consisterait à faire prévaloir, une fois pour toutes, leur propre conception du fédéralisme sur celle du Québec et à pouvoir, dès lors, l'appliquer sans entrave dans l'ensemble du Canada.

### Bloquer l'avenir

Fait capital : jamais dans son histoire le Québec n'a accepté la conception du fédéralisme partagée par la majorité canadienne-anglaise. Or, si elles voient le jour, les « offres » ont toutes les chances de s'appuyer sur cette conception. Les accepter, c'est endosser le type de fédéralisme dont elles seront issues.

L'opération ne consistera pas en effet à ajouter des articles à la constitution, mais bien à obtenir l'adhésion du Québec à un « package deal » qui s'inspirera de règles du jeu qu'il a toujours combattues. Souscrivant aux « offres », il passerait en plus l'éponge sur l'isolement dont il a été victime en novembre 1981 et validerait les tripatages alors conclus dans son dos et à son détriment. Résultat : les Québécois resteraient dans le régime fédéral non à leurs conditions, mais à celles d'Ottawa et des provinces anglophones.

Les « offres » éventuelles ne seront sans doute pas claires à cet égard, mais tel sera le sens des principes et des valeurs qui les sous-tendent. Ainsi la « clause Canada » pourra affecter l'exercice du droit à l'autodétermination. Désireux un jour d'accéder à la souveraineté, les Québécois risquent de découvrir qu'on leur a rendu la démarche encore plus compliquée.

En tout cas, il sera impossible au Québec de consentir aux « offres » et d'exiger ensuite, comme par le passé, une révision de la constitution ou le transfert de tel ou tel pouvoir. À Ottawa et ailleurs, on présumera que son

adhésion au fédéralisme proposé et à ses obligations a été lucide. Le Québec serait entré dans le corridor dessiné par ceux qui visent à réduire sa marge de manoeuvre. Comment ce geste n'entraînerait-il pas de suites politiques?

Sera ainsi évacuée l'interprétation du fédéralisme qui a souvent et légitimement permis au Québec de la contester. Les Québécois se seront eux-mêmes soumis aux normes et règles voulues par les autres.

Dans cette perspective, la constitution canadienne de 1992 deviendrait encore plus contraignante que le *British North America Act of 1867*. Elle représenterait pour la majorité des Canadiens une « entente » contemporaine, conclue entre gens informés. En acceptant les prochaines « offres », les Québécois lanceraient un signal que les autres Canadiens percevraient sans équivoque dans le sens de leurs intérêts. Et, au besoin, en « tirant la couverture de leur côté ».

Rappelons-nous que le NON au référendum de 1980, qui portait pourtant sur la souveraineté-association et non pas sur le type de fédéralisme souhaité par les Québécois, a quand même été interprété par Ottawa et le reste du Canada comme une capitulation devant le trudeauisme, et ce malgré l'équation diffusée partout au Québec : « le NON signifiera un OUI au fédéralisme renouvelé ».

Bref, le Québec proclamerait pour la première fois de son histoire qu'il rentre dans le rang et que, reniant ses démarches antérieures, il se satisfait désormais d'un statut de « province comme les autres » et admet que les Québécois ne forment après tout qu'une grosse minorité ethnique.

Voilà comment, tout compte fait, le Québec risque non seulement de ne rien gagner à ce marché, mais d'y perdre. Il n'est même pas inconcevable qu'en bout de ligne il se retrouve dans une situation pire que l'actuelle : un avenir davantage bloqué.

**VERRES DE CONTACT**  
**CLINIQUE D'OPHTALMOLOGIE RICHARD**  
 Gaétan Richard, md FRCS(C)  
 1045, chemin Ste-Foy QUÉBEC Face Hôpital St-Sacrement  
 683-4450

**Rendez-vous**  
 1615 BOUL. HENRI-BOURASSA (Angle des Carrières) 529-8551  
**GARANTIE PROLONGÉE 5 ANS / 100 000 KM GRATUITE**  
**MAZDA 323 de base automatique**  
**8 895 \$\***  
**2 JOURS SEULEMENT**  
 LUNDI 1er juin, MARDI 2 juin  
 \* Transport, préparation et taxes en sus. Rabais Mazda inclus.  
**MAZDA**  
 JE ME SENS BIEN.

**Le grand air à petits prix**

200 KILOMÈTRES GRATUITS PAR JOUR  
**29.99\$** PAR JOUR  
 Voiture «régulière» Code tarifaire : DU.

Lac, montagne ou les deux : Avis vous y amène dans une voiture pleine grandeur, catégorie «régulière» pour 29,99 \$ seulement... avec 200 kilomètres gratuits par jour! Ou renseignez-vous sur nos tarifs avantageux pour d'autres excellentes voitures ou mini-fourgonnettes GM. Car la nature vous attend et nous voulons que vous soyez au rendez-vous! C'est le cas de le dire : «Nous y mettons du coeur!» Cette offre est valide jusqu'au 27 juin inclusivement aux comptoirs participants Avis du Canada. La location doit inclure la nuit de samedi à dimanche. Certaines restrictions s'appliquent.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour faire des réservations, adressez-vous à votre voyageur ou appelez Avis : 1-800-321-3652.

**AVIS**  
 On y met du coeur.™

Aeroplan

Avis loue des voitures GM, Chevrolet Lumina et Geo Metro.  
 © 1992 Aviccar Inc.

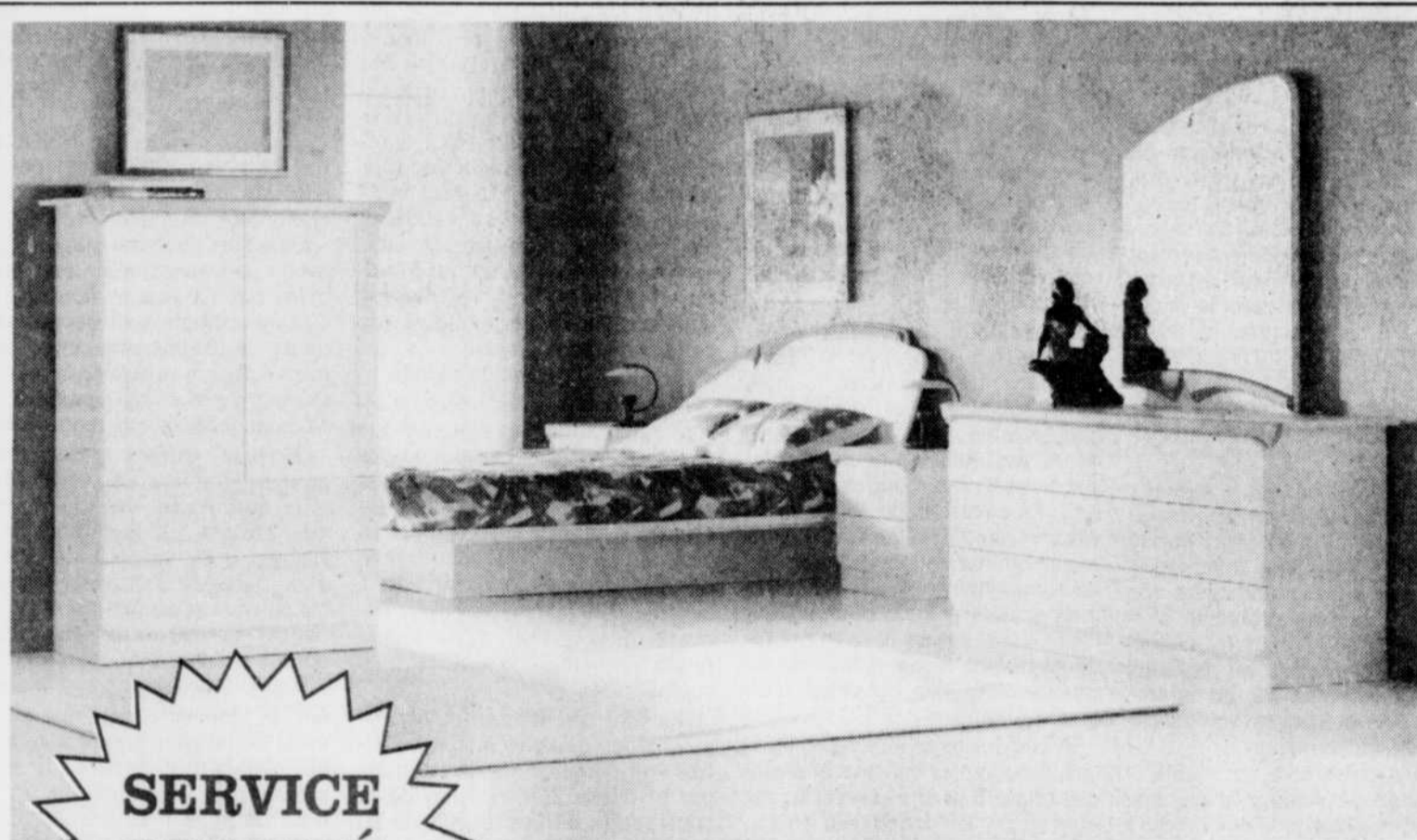
# A M E U B L E M E N T S T A N G U A Y



AUCUN COMPTANT, AUCUN PAIEMENT, AUCUN INTÉRÊT.\*\*

**COMMENCEZ  
À PAYER DANS**

**1** LE 12 JUIN 1993  
**AN**  
SUR TOUTE LA MARCHANDISE



**ideal**

**MOBILIER DE CHAMBRE**  
6 morceaux

Fini laqué, appliqué en merisier de couleur "bleach".

**1299\$**

(Plate-forme et matelas en sus)

**SERVICE  
QUALITÉ  
GARANTIE**

## MATELAS SOMMEX

Modèle TANGUAY DESIGN  
MOUSSE OU RESSORT



**SERVICE  
QUALITÉ  
GARANTIE**

**39"**  
Prix cour. ~~359\$~~

**309\$**

**54"**  
Prix cour. ~~435\$~~

**375\$**

**60"**  
Prix cour. ~~479\$~~

**409\$**

**78"**  
Prix cour. ~~679\$~~

**579\$**

Aussi disponible, matelas d'eau à PRIX SPÉCIAL

**GAGNEZ\*** cette magnifique **GEO 92**



\* La personne désignée au hasard sera jointe et devra répondre correctement à une question d'aptitude en mathématiques avant d'être déclarée gagnante.

Cartes de crédit acceptées. \*\* Sous réserve de l'approbation du Service du crédit, ne payez que les taxes de vente. L'intérêt sera porté à votre compte à partir du 12 juin 1993 sur le solde dû.

**Livraison et service gratuits à la grandeur de la province!**

**LÉVIS:**  
5720, boul. Étienne-Dallaire  
(angle Kennedy)  
833-4511

**BEAUPORT:**  
535, boul. Ste-Anne  
667-6282

**LES SAULES:**  
Carrefour Les Saules  
5150, boul. l'Ornière  
871-4411

**TROIS-RIVIÈRES:**  
2200, boul. des Récollets  
(819) 373-1111

**RIMOUSKI:**  
822, boul. Ste-Anne  
(route 132)  
POINTE-AU-PÈRE  
725-4411

**LIVRAISON ET SERVICE:**  
QUÉBEC: 872-2242  
TROIS-RIVIÈRES: (819) 373-1111  
RIMOUSKI: 725-4411